

# INPRECOR

Numéro 208 du 2 décembre 1985 - 12FF - 85FB - 4FS

## DOSSIER POLOGNE



**Les courants et les débats dans le mouvement social**

**PORTUGAL**

**La déroute électorale du Parti socialiste**

## Sommaire du numéro 208 du 2 décembre 1985

3	PORTUGAL	La déroute électorale du Parti socialiste	Francisco LOUÇA
7	DOSSIER POLOGNE	Pour le retour à la ligne des usines	Rédaction d'« INPREKOR » polonais
14	—	Quatre ans après le coup de Jaruzelski, les courants de l'opposition en Pologne	Arthur WILKINS, Cyril SMUGA
17	—	Projet de plate-forme de l'Opposition ouvrière	DOCUMENT
18	—	Appel de l'Entente de presse de l'Opposition ouvrière	DOCUMENT
19	—	Pour une action au sein des conseils ouvriers	DOCUMENT
20	—	Sur l'élection d'« hommes de confiance »	DOCUMENT
21	GRENADE	Un an après les élections « made in USA »	Arthur MAHON
23	GRANDE-BRETAGNE	Les conséquences de la défaite des mineurs	Steve ROBERTS
26		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE AMÉRIQUE LATINE : Réunion des directions des sections latino-américaines de la IVe Internationale. AFRIQUE DU SUD : Répression policière renforcée.	
28	TCHÉCOSLOVAQUIE	Parution d'« Inprekor » en tchèque	Rédaction d'« INPREKOR » tchèque

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

## ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# La déroute électorale du Parti socialiste

**L**E gouvernement de Mario Soares, dirigeant du Parti socialiste (PS), vainqueur des élections législatives d'avril 1983 avec une confortable majorité relative de 36 % des suffrages, disposait au Parlement de la plus large majorité gouvernementale qu'il ait jamais eue, grâce à l'alliance entre le PS et le principal parti bourgeois, le Parti social-démocrate (PSD). Cette alliance gouvernementale, connue sous le nom de « bloc central », a tenu longtemps par rapport aux divers gouvernements qui se sont succédés depuis la révolution des œillets du 25 avril 1974. Pendant un peu plus de deux ans, elle a mené une politique d'austérité énergétique, qui a fait baisser les salaires réels de près de 10 % d'après les données syndicales, accru le chômage, réduit l'investissement et la consommation.

Cependant, le changement de direction intervenu en juin

1985 au congrès du PSD est venu compromettre cette stabilité gouvernementale. La majorité de ce parti ne se résignait plus à demeurer dans une position subordonnée, d'appui discret à la candidature de Mario Soares aux élections présidentielles prévues pour janvier 1986, dont la victoire serait censée définir le rapport des forces entre les partis et consolider la viabilité du « bloc central ». C'est ainsi que le nouveau dirigeant du PSD, Cavaco Silva, a provoqué, en juin 1985, la chute du gouvernement. Il parlait de l'hypothèse selon laquelle les élections législatives d'octobre 1985 constitueraient la pire des épreuves pour le gouvernement actuel et sanctionneraient durement le PS pour sa politique d'austérité drastique, compromettant du même coup les ambitions présidentielles de Mario Soares et ouvrant alors une nouvelle conjoncture parlementaire.

Francisco LOUÇA

Les élections générales du 6 octobre ont confirmé ces calculs. Avec 20 % des suffrages, le PS a perdu 16 % des voix (près d'un million) et 47 députés. Son groupe parlementaire a fondu de près de moitié par rapport aux élections de 1983. Il enregistre son pire résultat depuis le 25 avril 1974. Le PSD, qui obtient presque 30 % des voix, forme le gouvernement et cherche d'ores et déjà à développer une politique d'augmentation limitée des salaires réels et des pensions, afin d'accroître la consommation intérieure en même temps qu'il diminue les taux d'intérêt. Il veut ainsi entreprendre une modification rapide des conditions économiques, même au prix d'un endettement extérieur. L'autre surprise majeure de ces élections, c'est l'apparition fulgurante d'une nouvelle force politique, le Parti rénovateur démocratique (PRD), parrainé par l'actuel président de la République, le général Ramalho Eanes, qui sort grand bénéficiaire de l'hémorragie des voix du PS et, dans une moindre mesure, des pertes du PC. Le PRD atteint 18 % des voix et obtient 45 sièges à la Chambre.

## LA PERTE ELECTORALE DU PS

Le PS avait centré sa campagne autour de l'affirmation selon laquelle « on apercevait déjà la lumière au bout du tunnel » et qu'après deux ans d'austérité, il serait désormais possible de gouverner en satisfaisant les revendications populaires. Les fonds provenant de la Communauté économique européenne (CEE) étaient présentés comme une garantie de cette transformation. Il avait obtenu 36 % des voix aux élections précédentes, lors d'un vote utile et massif pour balayer la politique des trois années précédentes, au cours desquelles les partis de la droite — essentiellement le PSD et le Centre démocrate

et social (CDS), unis dans un même bloc parlementaire — avaient détenu le gouvernement. Le PS prétendait maintenant obtenir 43 % des voix pour pouvoir former un gouvernement majoritaire. L'ironie veut qu'il ait précisément perdu 43 % des voix par rapport à son résultat précédent. Il est ainsi tombé à 20 % des voix au plan national et n'est plus, par exemple, que le quatrième parti à Lisbonne.

Cette défaite s'explique pour plusieurs raisons. D'abord, l'austérité. Ces deux dernières années ont été celles de la grande offensive dans la guerre intérieure menée contre les travailleurs par le secteur le plus dynamique de la bourgeoisie portugaise, celui des exportateurs des grandes et moyennes entreprises surtout concentrées dans le nord du pays. Pour ce secteur, dont la production (textiles, chaussures et certains biens intermédiaires) est exportée dans sa quasi totalité vers les marchés européens et, dans une moindre mesure, américain, une chute rapide de la consommation intérieure est relativement indifférente. Au contraire, toutes les mesures qui font pression sur les salaires et disciplinent le marché du travail lui conviennent. C'est pour avancer dans cette voie qu'il exige la liberté complète de licenciement et qu'il généralise d'ores et déjà les contrats à durée limitée, les salaires inférieurs à la législation officielle, le travail non enregistré ou les sous-contrats avec les agences d'intérim.

Favorisant cette évolution, le gouvernement a même accepté ce qui constitue un scandale juridique sans précédent, c'est-à-dire la pratique des « salaires en retard » qui, comme leur nom l'indique, revient à ce que les patrons ne payent pas les salaires, invoquant vaguement des difficultés de trésorerie. Les travailleurs continuent à travailler et il n'y a aucune vérification effectuée. Cette situation est d'autant plus grave qu'elle concerne maintenant plus de 150 000 travailleurs, c'est-

à-dire près de 500 000 personnes pour un pays de 10 millions d'habitants. Dans cette campagne électorale, il a été possible de révéler des cas d'entreprises publiques qui procèdent par cette même méthode d'accumulation primitive et sauvage. Le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVE Internationale, a signalé des cas d'entreprises privées, publiques et même d'une entreprise de la municipalité de Lisbonne, qui agissent de la sorte.

L'austérité brutale constitue donc la première raison du rejet de la politique gouvernementale, que l'électorat populaire a identifiée avec le Parti socialiste. Mais s'y ajoute un second motif. La promesse de « voir le bout du tunnel » commence à perdre de sa crédibilité. D'une part, elle est répétée d'élections en élections, et l'on sait bien que les deux années de gouvernement PS-PSD ont donné lieu à une généralisation sans précédent de la corruption et du népotisme dans les charges publiques. Des juges fixent le prix de la libération des délinquants, des dirigeants de la banque d'Etat sont impliqués dans des détournements de fonds monstrueux. Ainsi, l'un d'eux finançait un réseau de contrebande à Setúbal, à la tête duquel se trouvaient les dirigeants de la police et des services fiscaux. Il est de notoriété publique que la commission nationale du PS a discuté de la distribution des 400 postes de fonctionnaires pour la Communauté européenne qui reviennent au Portugal et qui étaient avidement disputés par toutes les clientèles. La révolte contre cette manière de faire de la politique, contre la scandaleuse manipulation de l'information — le Premier ministre Mario Soares apparaît depuis deux ans déjà dans tous les programmes d'information de la télévision — a fini par profiter aux partis qui ont fait campagne autour de vagues idées de moralisation de la vie publique, à savoir le PSD et le PRD.

La candidature présidentielle de Mario Soares a reçu, au cours de la dernière année, un clair appui de l'administration américaine. Au sein de l'Internationale socialiste (IS), Mario Soares et la direction du PS portugais comptent parmi les alliés les plus constants de Reagan. Mario Soares a ainsi été le premier dirigeant de l'IS à organiser une tournée d'Eden Pastora, l'un des dirigeants de la contra au Nicaragua. Il a aussi été le premier chef de gouvernement à soutenir l'invasion américaine de Grenade et le projet de « guerre des étoiles ». Ainsi, les cercles dirigeants américains sont intervenus pour favoriser la candidature présidentielle de Soares. Son rival le plus sérieux jusqu'à l'été passé, le général Firmino Miguel — qui recevait l'appui de toute la droite, du général Eanes ainsi que de son parti — a même renoncé à sa candidature après avoir été fortement conseillé en ce sens par les fonctionnaires de l'OTAN.

### LA FAILLITE DU PROJET BIPARTISTE

Le projet sous-jacent visait à prolonger la coalition PS-PSD avec, dans ce cas, une part prépondérante du PS, et à établir en son sein des mécanismes de rotation, une espèce de bipartisme qui assurerait une stabilité institutionnelle. Car c'est là qu'achoppe la restructuration de l'appareil d'Etat bourgeois, ébranlé par la chute de la dictature et la crise pré-révolutionnaire de 1974-1975. Ce projet fut clairement formulé pendant l'été, comme en témoignent les déclarations de Frank Shakespeare, ambassadeur améri-

cain à Lisbonne, à Radio Free Europe. Dans une session d'une commission de la Chambre des représentants américaine, Shakespeare disait que l'évolution portugaise allait dans le sens d'une stabilisation de l'hégémonie de ces deux partis et d'une marginalisation des autres partis, ce qui constitue selon lui une évolution positive. La rupture de la coalition et les difficultés de la candidature Soares aux présidentielles montrent que ce plan n'est pas encore viable. Au contraire, le résultat électoral va dans le sens d'une forte instabilité gouvernementale, accentuée par la compétition à l'issue incertaine pour les élections présidentielles de janvier 1986.

Dans la logique de sa politique gouvernementale, le PS a choisi comme thème central de sa campagne électorale la défense de la stabilité institutionnelle, courant à l'évidence le risque que son électorat comprenne cette stabilité comme la poursuite de la corruption généralisée, des trafics d'influence, des manipulations de l'information. Le PS a de plus multiplié les choix impopulaires. Il a intégré dans ses listes un petit parti monarchiste qui s'était allié à la droite lorsqu'elle était au gouvernement entre 1980 et 1983. Il a présenté un homme tel qu'Antonio Barreto comme tête de liste dans l'un des districts de l'Alentejo, alors qu'il s'agit là du ministre qui avait lancé les premières attaques d'ampleur contre la réforme agraire, acquis de la révolution de 1974-1975. Il a fait approuver dans les derniers mois de son gouvernement, une loi de « sécurité interne » qui, du strict point de vue formel, est plus répressive même que les lois dont Salazar s'était doté mais dont, bien

évidemment, la dictature ne respectait pas la lettre.

Afin d'affronter le Parti communiste, le PS a pris la décision de présenter des listes communes avec le PSD pour les élections municipales qui auront lieu en décembre 1985. Or, depuis la rupture de la coalition gouvernementale, le PSD est en compétition ouverte avec le PS dans le cadre de la campagne législative. Ces alliances avec le PSD ont été formées dans pratiquement toutes les villes où le Parti communiste détenait la présidence des chambres municipales. Le PS et le PSD sont unis dans pratiquement un tiers du pays, pour tenter de renverser les municipalités dirigées par le PC. Illustration de l'opportunisme électoral du PS, mais plus encore du « sens politique » de Mario Soares, cette alliance a été formée pendant la campagne électorale de septembre. Quelle en est la signification ?

Le PC contrôle la majorité des zones populaires, des cités industrielles ou des zones touchées par la réforme agraire. L'alliance du PS avec le principal parti bourgeois dans ces régions prend évidemment le sens d'une offensive de classe, perçue comme telle par les travailleurs, et accentue la rupture du PS avec sa base électorale ouvrière et populaire. Qui plus est, une ironie du sort a voulu que les coalitions électorales PS-PSD n'aient pas pu être légalisées sous cette forme juridique, à la suite d'une erreur administrative due au fait que la signature du mandataire du PSD n'était pas encore légalisée. Devant cette difficulté, intervenue après la victoire du PSD, la formation de son gouvernement et le retrait du PS, la direction Soa-

Cérémonie de prestation de serment du gouvernement de Mario Soares (troisième à partir de la gauche), en janvier 1978. Devant les microphones le président Eanes. (DR)



res a résolu le problème en proposant l'intégration des candidats du PS comme indépendants sur les listes du PSD, et vice-versa selon les districts ! C'est ainsi qu'à Almada par exemple, cité ouvrière de 150 000 habitants, où se trouve le plus grand chantier naval de la Lisnave, au sud de Lisbonne, il n'y aura pas de liste du PS, puisque ce parti soutient la liste du PSD, le parti du gouvernement. Dans d'autres cas, il est même prévu un désistement mutuel pour faciliter la victoire de la « liste démocratique ». Ce type de coalition électorale convient tellement aux deux partis, que quand ils ont constaté le problème légal et qu'ils ont décidé la reconversion de l'alliance, les deux partenaires ont aussi décidé de l'élargir à d'autres villes où elle n'était pas initialement prévue.

On ne peut expliquer ces choix qu'en comprenant ce qu'est réellement le Parti socialiste. Formé à partir d'un groupuscule petit-bourgeois en 1973, sous le parrainage de Willy Brandt, ayant comme point de référence la social-démocratie allemande et la gauche républicaine bourgeoise au Portugal, le PS s'est transformé en un grand parti électoral à partir du 25 avril 1974. Il a alors exprimé les aspirations à la justice sociale, à la démocratie, au socialisme, d'un mouvement qui faisait ses premiers pas dans la voie de l'indépendance politique. Sans tradition antérieure ni liens puissants avec le mouvement ouvrier, ce PS dépend avant tout de son insertion dans l'appareil d'Etat. C'est par ce moyen qu'il a créé une structure syndicale, l'Union générale des travailleurs (UGT), où il impose depuis toujours la règle de la parité de direction entre les socialistes et les partis de droite. Parti ouvrier-bourgeois ou bourgeois-ouvrier, pour maintenir la définition contradictoire exprimée par Lénine, ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre le fondement de sa politique et de ses choix actuels.

#### LA PERCÉE DU PRD

Le déplacement du vote PS en faveur du PRD constitue donc, d'une certaine façon, une tentative de réponse à cette pratique gouvernementale et à cette manière de faire de la politique. Il a évidemment été facilité par la crédibilité institutionnelle du PRD et sa référence au général Eanes, vainqueur du coup d'Etat militaire du 25 novembre 1975 qui a marqué la fin de la révolution des œillets. Elu président en 1976 avec les voix du PS et de toute la droite et réélu en 1980 avec les voix du PS, du PC et d'une partie de la droite, Eanes est l'un des garants de la continuité de l'Etat.

Rassemblant des dissidents des partis bourgeois et du PS, le nouveau parti a atteint le 6 octobre un résultat très proche de celui du PS, et il peut envisager de le dépasser lors de futures élections. Tout en se consolidant comme un parti bourgeois, il cherche à maintenir une base populaire ouvrière et petite bourgeoise, en restant hors du prochain gouvernement et en maintenant le type d'attitude critique qui lui a valu son bon résultat. D'autre part,

## La campagne du PSR

Le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, a mené une bonne campagne qui lui a permis de doubler ses résultats électoraux par rapport à 1983, lorsque la pression du vote utile en faveur du PS avait affecté les résultats de l'extrême gauche. Il a ainsi obtenu 35 000 voix, soit 0,6 % des suffrages exprimés. Sa campagne était centrée sur les problèmes fondamentaux de la crise sociale (le chômage, les salaires en retard, la répression) et sur le bilan de la politique du PS d'alliance avec la droite. Cette campagne a connu un important écho dans les milieux populaires et les médias.

Le chef de la rédaction du principal hebdomadaire culturel du pays, par ailleurs électeur du PRD, a publié en pleine campagne un éditorial qui souligne certaines des raisons de cet impact :

*« Au milieu de tout cela, au centre de ce typhon qui s'abat quotidiennement sur la tête des citoyens électeurs, un seul parti mène une campagne digne et s'exprime avec intelligence : c'est la campagne d'un parti, le PSR, qui offre au pays des émissions de télévision sans précédent. Récemment, le PSR nous a offert l'un des meilleurs moments d'information télévisée de ces dernières années, au cours duquel une femme, Teresa Rosa, fonctionnaire de la Setnave, expliqua qu'elle avait été arrêtée sous prétexte d'appartenir aux FP-25 (Forces populaires du 25 avril, mouvement armé d'extrême gauche, ndlr.), qu'elle avait été détenue pendant six mois, avant d'être relâchée parce qu'il s'agissait d'une erreur. (...) Je ne sais pas si le vote en faveur du PSR est "utile", mais la campagne de ce parti a été sans aucun doute plus qu'utile. Du point de vue culturel, je dirais même que c'est la seule campagne qui ait été utile : un espace d'information et d'échange d'idées, de révélations et d'imagination, qui constitue une invitation pour ceux qui, comme moi, cherchent déjà dans le journal le jour et l'heure du programme du PSR. Ce n'est pas un appel à voter, c'est seulement un acte de justice démocratique. Toutes sortes d'idées passent, mais le ferment radical de cette campagne demeure. »*

L'impact de la campagne télévisée a également été utilisé pour populariser d'autres initiatives, comme l'occupation d'organismes sud-africains pour protester contre l'apartheid ; l'occupation symbolique du vieux château de Saint-Jorge, au-dessus de Lisbonne, pour protester contre la guerre et le militarisme ; des actions ayant pour thème la défense de la jeunesse ; des meetings dans les usines et les quartiers populaires ; la défense d'Otelo de Carvalho contre la répression et l'arbitraire policier, alors qu'il passe actuellement en procès, sous l'accusation d'être le chef des FP-25.

Le choix de ce type de campagne a été délibéré. Le PSR a refusé la proposition du PCP de s'intégrer à ses listes en échange de l'élection d'un député. Il a préféré mener une campagne autonome au cours de laquelle il a présenté le maximum de candidats autorisés par la loi, c'est-à-dire près de 320 dans tout le pays. Le bilan est positif. Les révolutionnaires peuvent mener des campagnes électorales qui, loin de les isoler, augmentent leurs capacités de dialogue et d'influence dans le mouvement de masse. ■

Pierre Mauroy avec Mario Soares, en 1984. (DR)



après l'élection du nouveau président en janvier 1986, ce sera à Eanes d'assumer formellement la direction de son parti. Or, Eanes, actuel président, possède un prestige populaire certain ainsi qu'une image de gauche favorisée par les attaques constantes de la droite contre sa personne, et il est le principal bénéficiaire du discrédit du système politique et parlementaire.

Mais il est douteux que le PRD parvienne à stabiliser cet électorat sur le long terme. Dans la perspective de conflits institutionnels qui vont s'aggraver et dans la mesure où il est encore loin d'occuper une place hégémonique, le PRD cherche à trouver une marge de manœuvre en jouant le rôle de fléau de la balance parlementaire et de charnière des contradictions au sein de l'appareil d'Etat. Le PS a déjà essayé une fois cette opération. Mais les contradictions sociales, quelle que soit la forme qu'elles auront, rendront plus difficile une politique de promesses morales qui ne se traduisent pas concrètement sur des questions telles que les lois de sécurité, la révision des lois de licenciement, les attaques aux droits syndicaux qui vont être une constante du gouvernement dirigé par le PSD de Cavaco Silva.

De plus, le PRD se trouve d'ores et déjà devant un choix difficile, entre les candidatures présidentielles du colonel Costa Bras recommandé par Eanes, et de Lourdes Pintasilgo, dont la popularité symbolise bien cette dégradation de la confiance électorale dans les partis traditionnels. Ancienne ambassadrice de la dictature et Premier ministre de transition en 1979-1980, nonne défroquée, elle développe depuis quelques années une démagogie tiers-mondiste et populiste qui lui vaut des soutiens allant de l'ancienne extrême gauche jusqu'à une partie importante de l'électorat du PS et du PCP. Elle s'est maintenue jusqu'à présent en dehors de toutes les structures de parti et fait figure de candidate la plus « cotée » dans les sondages. Le choix entre ces deux candidats est difficile pour le PRD, sa direction penchant pour Costa Bras et sa base pour Pintasilgo. Les délimitations et prises de position autour des conflits de classe défensifs qui s'annoncent auront la plus grande importance pour clarifier cette situation électorale contradictoire.

Le PCP, qui a participé aux élections sous la forme d'une coalition formelle appelée « Alliance du peuple uni », a perdu environ 3 % de ses voix, réalisant un score de 15,5 % des suffrages. Cette perte s'est effectuée au profit du PRD, dont il a de fait soutenu la constitution depuis cinq ans, dans le but de diviser le PS, ce qui était son principal objectif. C'est pourquoi, en dépit de son propre recul électoral et de la victoire de Cavaco Silva, il n'hésite pas à caractériser les résultats électoraux du 6 octobre dernier comme « une victoire de la démocratie ».

Cette lutte contre le PS, grandement facilitée par les alliances de ce parti avec la droite, comme l'illustre l'affaire des municipalités, a constitué le thème central de la campagne du PC. Son principal



Le 1er mai 1974 à Lisbonne. (DR)

ennemi dans la bataille des présidentielles est Mario Soares et, dans ce cadre, il n'hésite pas à favoriser Costa Bras. Bien qu'il ait décidé de présenter un membre de son comité central comme candidat, il ne fait de secret pour personne que le principal objectif de sa campagne sera de convaincre l'électorat communiste de ne voter ni pour Soares ni pour Lourdes Pintasilgo, avant de se retirer, dans les derniers jours de la campagne, en faveur de Costa Bras, successeur désigné d'Eanes, dont il avait déjà soutenu la candidature en 1980.

### LE GOUVERNEMENT CAVACO SILVA FACE A LA CRISE SOCIALE

La principale erreur du PCP, qui désarme le mouvement syndical, c'est à l'évidence la sous-estimation de la formation du nouveau gouvernement PSD et du péril qu'il représente. Cavaco Silva a les moyens de lancer une offensive très dangereuse pour le mouvement syndical. Il peut dès cette année augmenter sélectivement les salaires et réduire certaines tensions sociales, gagnant ainsi un espace qu'il pourra utiliser pour mener une politique anti-grève et anti-syndicale. Ce serait là la meilleure occasion pour faire passer les projets de législation répressive contre les syndicats et contre les droits acquis, pour libéraliser le droit de licencier, qui constitue aujourd'hui la principale revendication du patronat. Si elles s'accompagnent d'une légère amélioration sur le front salarial, il sera très difficile d'opposer une résistance sérieuse à ces mesures.

Il est vrai que le PSD n'ayant pas atteint 30 % des suffrages, son gouvernement dépend de nombreuses combinaisons parlementaires, à la différence du bloc de droite de 1980 à 1983, qui disposait d'une majorité absolue. Le gouvernement disposera cependant probablement d'un délai d'un an pour mener une politique populiste et recourir à certaines mesures keynésiennes. Le chassé-croisé idéologique dans la campagne était tel que c'est Mario Soares qui faisait l'apologie du libéralisme. Dans la vieille tradition politique du début du siècle, celui qui tenait le gouvernement ne perdait jamais les élections. Mais dans notre 3e République, les tempêtes électorales contredisent parfois ce princi-

pe de stabilité.

Cavaco Silva doit ainsi faire face au défi suivant : mener une politique suffisamment offensive pour satisfaire la bourgeoisie — son ascension électorale est le résultat direct du recul de la droite traditionnelle depuis 1980 — et suffisamment populiste pour recueillir le soutien de certaines couches populaires et petites bourgeoises. L'entreprise semble difficile pour une raison de fond : les secteurs dynamiques de la bourgeoisie appuyant son pouvoir politique sur un fort pouvoir économique ne se sont pas encore réorganisés. D'où l'instabilité chronique et le rôle dévolu à des formations telles que le PS et le PRD.

Ce que le gouvernement ne prétend en aucun cas résoudre, c'est la crise sociale qui s'aggrave dans le pays. Un demi-million de chômeurs officiels, 150 000 travailleurs avec des « salaires en retard », un million avec des emplois précaires ou en situation de sous-emploi, le niveau de vie le plus bas d'Europe après celui de la Turquie, la généralisation des soupes populaires servies gratuitement dans certaines églises, telle est la situation actuelle du pays.

La secousse sismique des élections du 6 octobre a indiqué la dimension de cette crise sans lui apporter la moindre solution. La crise de direction politique, le manque d'homogénéité et de projets des forces en présence, la crise du rôle central de l'Etat, ouvrent un processus de recomposition dont l'avenir est incertain. La petite avant-garde ouvrière formée dans la résistance à la dictature et dans les luttes de la fin des années 1960 jusqu'à la fin de la crise pré-révolutionnaire de 1974-1975, se trouve aujourd'hui isolée ou intégrée dans les bureaucraties syndicales et l'appareil d'Etat. Il n'existe pas encore une nouvelle génération de militants, d'où la difficulté d'adaptation du mouvement ouvrier aux exigences actuelles de la lutte. D'autre part, il y a une bourgeoisie faible, divisée, dont les dirigeants se succèdent sans former une véritable direction. Le pays change, mais personne n'a la moindre idée d'où il va. ■

Francisco LOUÇA,  
Lisbonne, 25 octobre 1985.

# Pour le retour à la ligne des usines

UN livre a été publié clandestinement en Pologne en 1984, sous le titre de *Konspira*, qu'on pourrait traduire par *Les « Clandos »*. Il rassemble et présente une série d'entretiens réalisés en 1982 et en 1983 avec plusieurs des principaux dirigeants de Solidarité clandestine, dont la lecture permet de comprendre un certain nombre de débats autour des choix stratégiques et tactiques du syndicat indépendant. Commençons par donner quelques extraits concernant le débat qui a eu lieu sur la reconstruction du mouvement social polonais, après l'instauration de l'état de guerre, le 13 décembre 1981.

« L'idée de bâtir les structures organisationnelles selon le principe universel du métier de la maçonnerie, c'est-à-dire en commençant par les fondements et non par le toit, l'a emporté massivement. Mais des divergences sont apparues dès qu'il s'est agi de définir ces fondements. Dans telle région, c'étaient les entreprises qui devaient être à la base de la construction ; dans telle autre, des groupes indépendants dont l'activité civique reposerait sur un milieu social, sur des relations de voisinage ou sur des liens entre générations. Les commissions régionales et l'éventuel centre national étaient perçus comme des étages à ne construire qu'ensuite, les avis étant d'ailleurs partagés quant à leur utilité. Ainsi, la forme d'organisation adoptée par la clandestinité dans une région donnée s'établit selon la vision qu'en avaient les principaux dirigeants syndicaux de cette région. Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski (dirigeants de la région de Varsovie, ndlr.), optant pour l'ancienne conception de l'opposition démocratique, choisirent le modèle de la résistance large, « socialisée ». Wladyslaw Frasy-niuk, qui préparait la Basse-Silésie à la grève générale, devait nécessairement mettre l'accent sur les entreprises. (...)

## Rédaction d'« INPREKOR » polonais

A notre connaissance, seul *Inprekor* souligna à l'époque que deux lignes stratégiques différentes étaient apparues au sein de la direction syndicale nationale durant la première période de reconstruction de Solidarité dans la clandestinité (cf. en particulier l'article de Zbigniew Kowalewski, « La ligne des usines ») (2). Ce n'est qu'avec la publication de *Konspira* que des dirigeants de Solidarité ont reconnu l'existence de ces deux lignes opposées. Il faut s'en féliciter, car cette divergence constitue le point de départ indispensable pour comprendre l'évolution du mouvement social en Pologne après décembre 1981, ainsi que les causes de son état actuel.

## POUR LE RETOUR À LA « LIGNE DES USINES »

Dans un article écrit en mai 1985 (3), nous avions fait le point sur les symptômes les plus récents de la grave crise du mouvement social telle qu'elle s'est manifestée à l'occasion de l'assassinat de Jerzy Popie-luszko et de la hausse des prix de février 1985, en essayant d'analyser certaines des causes profondes de cette crise. C'est là-

dessus que nous voulons revenir dans l'article présent. En effet, nous sommes convaincus que l'élément qui a contribué énormément et peut-être de manière décisive à la crise du mouvement social polonais, c'est justement le fait que la « ligne des usines et de la grève générale » mise en avant par la direction de Solidarité de Basse-Silésie ne s'est pas imposée dans l'ensemble du pays, et qu'elle a même été abandonnée dans la région où elle avait surgi. Il est possible d'affirmer aujourd'hui que cela constitua un grave recul pour le mouvement social.

Cette ligne visait à préserver deux conquêtes essentielles, et qui sont étroitement liées l'une à l'autre, de la révolution de 1980-1981. D'abord, le fait que la classe ouvrière se soit révélée en tant que sujet, affirmant par là-même son hégémonie au sein du mouvement social. C'est ainsi qu'on est passé de la phase des activités de l'opposition démocratique à celle du mouvement de masse, dont le caractère prolétarien s'affirma à chaque pas au travers des formes d'organisation, de lutte et de fonctionnement démocratique adoptées. La seconde conquête fut constituée par l'expérience d'auto-organisation, se transformant en expérience d'autogestion de masse, « levain du futur Etat autogéré

« Les deux dirigeants clandestins de Varsovie insistèrent sur l'activité de masse, dont les formes étaient d'ailleurs variables. D'une part, la lutte dans les entreprises, essentiellement pour le droit à poursuivre l'activité syndicale ; d'autre part, diverses initiatives sociales, telles que les comités d'aide créés auprès des paroisses — et qui prenaient en charge les victimes de la répression —, la presse et les éditions indépendantes, les conseils de l'éducation nationale, de la culture et de la science, ou encore le réseau des centres de la société des universités ouvrières. D'après cette conception, seule une telle mosaïque de la résistance pouvait faire contrepoids au caractère monopoliste du pouvoir, toute tentative de donner une cohésion à la clandestinité, cohésion nécessaire pour la préparation de la grève générale, risquant en revanche de courir à l'échec. (...)

« La conception de la lutte mise en avant par Wladyslaw Frasy-niuk à Wroclaw s'opposait au modèle de résistance à long terme élaboré à Varsovie. Frasy-niuk jugeait très nobles les idées de Bujak et Kulerski visant à améliorer la société et à en modifier la mentalité, mais pour lui, elles frisaient la capitulation. En Basse-Silésie, les commissions caritatives, les cercles d'étude, l'entraide entre voisins ou dans un même milieu social, les conseils de la culture et de la science apparaissaient comme des éléments importants mais non décisifs. Car, disait Frasy-niuk, ce sont les ouvriers des grandes entreprises, des chantiers, des aciéries et des mines qui décideront de l'avenir, et non les intellectuels regroupés dans des cercles amicaux. C'est pourquoi le principal accent fut mis sur la construction d'organisations dans les entreprises, afin de se préparer à la grève générale. » (1)

et de la société autogérée », comme le fit justement remarquer Frasy-niuk.

Dans une période de contre-révolution où toute activité sociale se heurte à des obstacles cent fois plus importants que dans une période de révolution, la préservation de telles conquêtes dépend de la détermination d'une minorité consciente, de sa volonté à ne pas se laisser arrêter par les obstacles ou à ne s'y arrêter que pour mieux sauter. En période de révolution, l'auto-organisation et l'activité indépendante des masses résultent d'une poussée spontanée. Mais s'il est vrai que ce processus facilite la progression de la conscience autogestionnaire au sein du mouvement de masse, s'il contribue donc à la prise de conscience politique de la classe ouvrière, il ne dépend que partiellement du niveau de conscience atteint au-

1. Lopinski, Moskit, Wilk, *Konspira - Rzecz o podziemnej Solidarnosci*, réédité en France par les Editions Spotkania, Paris, 1984, pages 53 et 69.

2. Publié à l'origine en supplément à *Robotnik* 83, Paris, mai 1983 et repris par *Inprekor* numéro 8-9, 1983. Cet article a été reproduit en français dans *Quatrième Internationale* numéro 11, 1983.

3. L'article d'*Inprekor* numéro 18 a été reproduit en français dans *Inprekor* numéro 200 du 8 juillet 1985.



Banderole de Solidarité à Wrocław, pendant la visite de Jean-Paul II, en juin 1983. (DR)

paravant. Il en va tout autrement en période de contre-révolution. Le facteur conscient joue alors un rôle absolument décisif, car c'est de lui que dépend l'auto-organisation et l'activité autonome des masses, malgré qu'il ne soit le fait que d'une minorité. Si les organes de direction du mouvement ne sont pas les vecteurs de cette conscience autogestionnaire, ils auront tendance à reculer, entraînant par la suite le recul du mouvement tout entier.

C'est ainsi qu'on a vu certains dirigeants battre en retraite, revenant aux positions de l'opposition démocratique d'avant août 1980, en dépit d'une base sociale qui, grâce à la révolution de 1980-1981, est incomparablement plus large qu'auparavant. Le fait que la seule riposte concrète face à l'assassinat de Popiełuszko ait été la mise en place de comités

de défense contre la violence constitue la dernière preuve en date de cette évolution. Les auteurs de *Konspira* affirment que des dirigeants de Solidarité, ayant opté pour les anciennes conceptions de l'opposition démocratique, ont choisi un modèle de résistance large et « socialisé ». Mais cela ne correspond pas à la réalité, car c'est l'inverse qui s'est passé. Or, c'est l'orientation de ces dirigeants qui a pris le dessus au sein de la direction clandestine nationale (TKK).

Nous ne prétendons pas qu'il s'agisse d'une démarche consciente de bout en bout, bien que pour leur part les dirigeants syndicaux de Varsovie aient à l'évidence tout fait pour l'imposer. D'ailleurs, point n'est besoin de disposer d'une stratégie à cet effet. C'est quand on ne sait pas comment faire que, pour éviter les difficultés, on adopte la ligne de moindre

résistance. Et, comme le suggère Bogdan Borusewicz, c'est bien ce qui s'est passé, la direction clandestine de Solidarité ayant « perdu de vue le but » de la lutte (4). Que cela découle d'une baisse du niveau de conscience autogestionnaire en son sein, c'est ce qui ressort clairement aujourd'hui.

## LA DYNAMIQUE DE LA LUTTE DE MASSE

La mise en pratique de la ligne adoptée par le Comité de grève régional (RKS) de Solidarité de Basse-Silésie s'est avérée beaucoup plus difficile que ça ne semblait devoir l'être au départ. Frasyniuk s'en était déjà rendu compte avant son arrestation, à la fin septembre 1982. Il expliquait que le lent et patient travail d'organisation du syndicat clandestin se heurtait au caractère national polonais préférant les « feux d'artifice », alors qu'il s'agissait en l'occurrence de construire un relais après l'autre, de planifier soigneusement la lutte, de préparer les arrières en cas d'échec. Il disait aux auteurs de *Konspira* : « Je regrette qu'en avril 1982, la TKK n'ait pas fixé de limite en ce qui concerne les préparatifs de la grève générale dans les régions. Le problème n'est évidemment pas de déterminer la date exacte de la grève, ce serait idiot, mais d'établir un délai pour la mise en place des structures d'entreprise, pour l'élaboration des systèmes de liaison, d'approvisionnement, de défense des usines face aux forces répressives, etc. Les instructions, les règlements ou les horaires établis ne serviront à rien s'il n'existe pas d'organisation au niveau le plus élémentaire. De même que ce ne sont pas les dirigeants charismatiques qui nous tireront d'affaire.

« Dès le mois de janvier (1982), nous n'avons cessé de ressasser notre rengaine : construisez les structures d'entreprise, construisez les structures d'entreprise... Certains nous répondaient : c'est fait, mais nous ne savons pas bien pourquoi. L'usine est organisée, nous mettons en pratique les dix commandements du RKS de décembre 1981, nous venons en aide aux personnes réprimées, nous ramassons les cotisations, nous sortons notre propre journal, nous imprimons une version de *Z Dnia na Dzień* (5), nous organisons des clubs de discussion, et après ? Nous les rencontrons en leur disant : OK, tout est déjà prêt ? Pensez-vous que si nous proclamions la grève générale maintenant, tout baignerait dans l'huile ? Non, répon-

4. Entretien avec Bogdan Borusewicz, *Kultura*, Paris, numéro 11, 1984 (en polonais). Cité dans *Imprekor* numéro 200 du 8 juillet 1985. Bogdan Borusewicz, l'un des fondateurs du KOR puis animateur de la lutte pour les syndicats libres sur la côte Baltique, l'un des animateurs de la grève d'août 1980 à Gdansk, a été écarté par la suite de la direction régionale de Solidarité de Gdansk. Passé à la clandestinité dès le 13 décembre 1981, il joua un rôle important dans la restructuration du syndicat clandestin dans la région, avant de prendre sa tête après l'arrestation de Bogdan Lis, en juin 1984.

5. Organe central du RKS de Basse-Silésie, paraissant à l'époque deux fois par semaine.

daient-ils, car en fait nous n'avons qu'un seul trésorier et une vingtaine de militants actifs, même si les autres paient des cotisations sans se faire prier. Et j'insistais : moi, ce que je vous demande, c'est où est le gars qui est censé diriger la défense du portail, où est l'équipe qui soudera les obstacles antichars, quel est votre système de liaison avec les autres entreprises ? Alors, ils secouaient la tête en disant que ce n'était pas encore au point, mais que dans un mois... Il est pourtant évident que le système de défense face aux assauts de la police anti-émeute devra être différent à Pafawag ou à Chemitex, ou encore dans le port ou dans la raffinerie. C'est pourquoi aucun RKS, aucun Bujak, Lis ou Frasyński ne pourra inventer quoi que ce soit de génial sans les militants de l'entreprise en question. C'est à eux de faire preuve d'inventivité. Mais ils attendent, en disant : il y a Bujak, tout le monde le connaît, toute la Pologne le connaît, le monde entier le connaît, alors qu'il nous dise comment fabriquer un fusil ou comment bloquer le portail, ou encore combien de gars il faut poster le long du mur de l'usine. Peut-être que je suis pessimiste, mais je vois déjà ce qui va se passer au moment où la grève éclatera, les ouvriers errant dans les ateliers en se demandant s'il faut ou non mettre les brassards... Ah, voilà le chef du RKS. On va lui poser la question ! Mais à ce moment-là, ce sera trop tard pour discuter. » (6)

Les difficultés tenaient en partie au fait que Frasyński s'était fixé des objectifs quelque peu ambitieux, ce qui influait sur sa manière d'apprécier les résultats, et que la ligne préconisée était assez statique, trop centrée sur la seule perspective de la grève générale. Ce n'est qu'à la veille de son arrestation qu'il mit l'accent sur l'importance de luttes sur des objectifs partiels et immédiats, permettant aux travailleurs d'accumuler une certaine expérience. Il était par ailleurs convaincu qu'il devait être possible, avec une organisation et une direction consciente et rationnelle, de limiter au maximum le facteur spontané. Pourtant, ce dernier joue un rôle décisif dans tout mouvement de masse et il faut en tenir compte dans la stratégie adoptée.

Loin de vouloir éliminer la spontanéité, il faut au contraire tenter de l'utiliser au mieux grâce à une organisation et à une direction adéquates. Frasyński posait le problème dans les termes suivants : « Il serait facile de ne lancer la grève qu'au moment où nous serons vraiment prêts. Mais il se peut qu'à ce moment-là le pouvoir soit lui aussi fin prêt pour l'affrontement. Et alors ? Ou bien c'est l'échec, ou bien le prix à payer en cas de victoire sera trop élevé. Il faut donc attendre l'instant précis où les chances seront les plus fortes et où le prix à payer sera le moindre. Mais pour pouvoir décider du moment adéquat, il faut que les gens soient conscients des implications de ce choix, qu'ils soient prêts sur le plan organisationnel et qu'ils soient patients. » (7)

C'était sans doute l'aspect le plus faible de sa stratégie. Un tel degré de rationalité du mouvement de masse et une tel-

le influence d'une direction consciente pour déterminer le moment de l'entrée en lutte sont tout simplement impossibles dans un mouvement social vivant. Indépendamment du niveau d'organisation et de préparation, ou de la solidité politique et organisationnelle de la direction, c'est précisément la spontanéité qui l'emporte dans les périodes de soulèvement. La grève de masse, partielle ou généralisée, n'éclate jamais de la manière dont, par exemple, l'insurrection de Varsovie a été déclenchée en août 1944, c'est-à-dire par un ordre venu d'en haut. C'est impossible, parce qu'il ne s'agit pas d'une organisation clandestine, politique ou militaire, mais d'un milieu social concernant les travailleurs d'une ou de plusieurs entreprises, ou la classe ouvrière tout entière. En octobre 1982, lorsque Solidarité fut dissout, le chantier naval Lénine de Gdansk se mit en grève sans se poser la question de savoir si le régime était ou non « fin prêt ».

Et ce n'est pas non plus la question que les dirigeants clandestins se sont posée quand, par la suite, cherchant à comprendre ce qui s'était passé, ils en ont conclu qu'il aurait suffi que « Bogdan Lis (membre à l'époque de la TKK, responsable de la région de Gdansk, ndlr.) entre dans le chantier en grève » à ce moment-là, pour faire démarrer la grève générale. Mais s'il est vrai que tout dépendait alors du comportement de Lis, cela montre le caractère décisif du rôle de la direction dans une lutte éclatant « par surprise ». Or, à l'évidence, la grève du chantier Lénine prit les dirigeants clandestins à l'improviste : un sondage réalisé dans les entreprises de Gdansk peu avant le 8 octobre « excluait toute perspective de grève générale en réponse à la mise hors-la-loi de Solidarité » (8). Lorsque la tension sociale monte brusquement, aucun sondage antérieur n'est à même de fournir des indications sur les réactions auxquelles il faut s'attendre, car ces dernières changent d'un seul coup, elles se modifient d'un jour à l'autre et évoluent d'heure en heure. Il se peut très bien que ce soient justement les travailleurs d'une usine ne donnant aucun signe de combativité 48 heures auparavant qui fassent démarrer la lutte.

### SPONTANÉITÉ CONTRE ORGANISATION ?

Quant au degré de préparation de l'adversaire, en l'occurrence le régime de Jaruzelski, à un moment donné, il faut savoir que l'effet de surprise provoqué par une action de masse peut désorienter les rangs de ceux qui sont « fin prêts pour l'affrontement », les démoraliser, enrayer leur capacité de prendre des décisions, suite au désarroi provoqué ou aux divergences surgies au sein de la direction, etc. Il peut aussi s'avérer que le degré de préparation de l'appareil du pouvoir ne signifie pas forcément une combativité élevée, et seule la lutte permettra de le vérifier. De manière générale, il est d'ailleurs toujours possible de battre en retraite — même si cela implique des pertes inévitables — lorsque la combativité de l'adver-

saire apparaît tellement forte qu'elle risque d'entraîner une défaite.

Tout cela signifie-t-il que l'organisation, que la préparation au combat n'ont pas d'importance ? « En un mot on improvise ? Ça c'est bon pour les musiciens et les poètes, disait Frasyński. Moi, je suis contre l'improvisation. En tant que chauffeur de métier, je ne me vois pas rouler avec une voiture improvisée, avec un moteur et sans freins, ou l'inverse. » (9) C'est évident, et il ne faut pas passer d'un extrême à l'autre. La lutte de masse a d'autant plus de chances de réussir qu'elle s'appuie sur une bonne organisation et qu'elle est bien préparée. Mais elle peut fort bien démarrer d'une entreprise (ou d'une région) qui, tout en connaissant une situation des plus « explosives », n'est pas la mieux à même de se mettre à la tête du mouvement.

Il s'agit donc d'élargir la lutte le plus rapidement possible à d'autres entreprises ou régions mieux préparées qui, pour n'être pas « explosives », sont néanmoins prêtes à rejoindre la lutte que d'autres ont commencée. Et c'est d'elles que dépendra principalement la poursuite du combat, jusqu'à sa généralisation. C'est probablement ce qui se serait passé en octobre 1982, si Lis avait rejoint le chantier naval où la grève avait démarré, et si Bujak avait fait ce à quoi il était prêt, c'est-à-dire rentrer dans l'usine de tracteurs Ursus et, avec les travailleurs de l'entreprise, appeler à la grève à Varsovie. Deux jours plus tard, la Basse-Silésie aurait pu déclencher la grève générale, selon ce que Piotr Bednarz (le successeur de Frasyński, ce dernier venant d'être arrêté) déclara aux membres de la TKK. Et comme il s'agissait de la seule région, avec Nowa Huta, un tant soit peu préparée à une grève généralisée, il y a tout à parier qu'elle aurait joué un rôle clé dans la lutte.

Il ne faut pas escompter atteindre un niveau élevé d'organisation sociale et de préparation à la lutte de masse, de manière uniforme dans un même centre industriel, et a fortiori dans une région ou dans tout le pays. Car la loi du développement inégal et combiné s'applique ici pleinement. La combativité se développe de manière inégale dans un mouvement social. Les organisations syndicales clandestines qui, à un moment donné, ont montré qu'elles étaient les mieux préparées à engager le combat, finissent par régresser au bout d'un certain temps, si la lutte ne démarre pas, et ce pour une période plus ou moins longue. Mais, simultanément, d'autres organisations qui jusque-là étaient en retard, parviennent à un meilleur degré de préparation.

Si nous critiquons certains des aspects de la « ligne des usines et de la grève générale » élaborée conjointement par Frasyński et ses camarades de Basse-Silésie, Piotr Bednarz et Jozef Piniór, c'est dans un esprit fraternel et constructif, parce que nous persistons à penser que l'orientation qu'ils ont mise en avant

6. *Konspira*, op. cit., pp. 70-71.

7. *Ibid.*, pp. 69-70.

8. *Ibid.*, p. 144.

9. *Ibid.*, p. 71.

constitue l'acquis essentiel de Solidarité clandestine en termes de stratégie du mouvement social. D'ailleurs, les côtés faibles de cette orientation furent corrigés au fur et à mesure que l'expérience du mouvement s'enrichissait et que le développement de la situation politique exigeait une approche moins schématique. C'est ainsi qu'après les manifestations du 31 août 1982 qui ont touché l'ensemble du pays, Frasyński, de concert avec le dirigeant de Solidarité à Nowa Huta, Władysław Haredek, « insistait pour aller de l'avant » vers la grève générale, bien qu'ils fussent conscients que, dans la majorité des principaux centres industriels, le niveau d'organisation et de préparation était très insuffisant et que, même dans leurs propres régions, il était loin d'être idéal. Cela signifie qu'ils misaient largement sur le facteur spontané.

Sous la direction de Jozef Piniór, le RKS de Basse-Silésie fit un grand pas en avant dans l'élaboration de la stratégie et de la tactique de la lutte de masse, au cours de l'hiver et du printemps 1983. De façon énergique, il prit l'initiative de luttes sur des objectifs partiels et immédiats. Cela se concrétisa dans la semaine de protestation de mars 1983, dont les mots d'ordre centraux portaient sur l'amnistie immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques et sur la lutte contre la hausse des prix. Par ailleurs, dans le cadre de la préparation à la défense active des entreprises au moment de la grève générale, il fut proposé de mettre une structure syndicale spécifique sur pied, en formant, dans les principales usines, des détachements de la garde ouvrière de Solidarité, qui devaient jouer le rôle d'organes exécutifs du RKS. Enfin, Piniór jugea que l'instauration d'un contrôle social sur l'économie constituait l'une des tâches essentielles qui déciderait du succès ou de l'échec de la grève générale. L'arrestation de Piniór et l'adoption, par la direction qui lui succéda, d'une ligne diamétralement opposée, conduisirent le RKS de Basse-Silésie à suivre un tout autre cours.

### LE RETOUR AUX POSITIONS DE L'INTELLIGENTSIA DÉMOCRATIQUE

« Le succès de la ligne de la grève dépendait également, selon Frasyński, de son acceptation et de sa mise en œuvre dans les autres régions. Wrocław seul, isolé du reste de la Pologne, ne pouvait vaincre. Le RKS considérait que sa tactique était la meilleure, mais il était conscient que si les autres centres ne la mettaient pas en pratique, l'activité sociale reculerait également en Basse-Silésie. » (10) C'est ce qui arriva. Frasyński s'en rendit immédiatement compte en sortant de prison à la fin de l'été 1984. Analysant l'état du mouvement clandestin tel qu'il le retrouvait, il affirma : « Il est difficile de parler de Solidarité en tant qu'organisation à plusieurs niveaux, dont le réseau couvrirait tout le pays. En l'occurrence, je pense aux structures d'entreprise, inter-entreprises, régionales ou interrégionales.



Le 1er mai 1983 à Wrocław. (DR)

*J'ai même l'impression que la question de la construction et du développement de ces structures a été reporté au second plan dans l'activité du syndicat. De même en ce qui concerne l'information sur les problèmes des entreprises, la place qui lui est accordée dans la presse syndicale est des plus limitées. Il s'agit là de signes négatifs, témoignant de la disparition ou de la décomposition de certaines structures du syndicat qui, récemment encore, en étaient l'un des piliers, à savoir les commissions syndicales d'entreprise et le réseau d'information des entreprises. » (11)*

Dans une déclaration enregistrée, diffusée le 6 septembre 1984 dans l'église du quartier de Żoliborz, à Varsovie, Bujak proclamait : « Nous ne pouvons nous contenter de la présence de Solidarité dans nos cœurs. Il faut qu'il soit présent dans nos entreprises. Il faut que chacun de vous y contribue. Seule l'action que vous mènerez sur vos lieux de travail comptera et décidera pour l'avenir de Solidarité. Que chacun rentre dans son usine avec cette conviction. » On pourrait applaudir s'il ne s'agissait de demander aux travailleurs de battre leur coulpe car, hélas, à notre connaissance, cette orientation ne fut jamais, ni avant ni après cette date, celle de la direction de Solidarité de Varsovie, elle dont la ligne s'est imposée au sein du mouvement social après 1982. Contrairement au RKS de Basse-Silésie jusqu'au printemps 1983, elle n'a jamais cherché à faire porter l'effort d'abord sur les entreprises, sur la construction et l'action des structures syndicales et autogestionnaires au cœur de la classe ouvrière.

Ces deux orientations ne renvoyaient pas seulement à deux approches différentes, d'idées et de conceptions, qu'on pourrait analyser en soi, en faisant abstraction de leur contexte social. Car l'une était une ligne ouvrière, alors que l'autre émanait surtout du milieu de l'intelligentsia. Il est précisé dans *Konspira* que les dirigeants de Solidarité de Varsovie, avec leur projet de construction d'une « société clandestine », ont opté pour la concep-

tion qui fut celle de l'opposition démocratique d'avant 1980. Or, il faut savoir que les conceptions prévalant au sein de cette opposition étaient issues de l'intelligentsia démocratique. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si la petite fraction de cette opposition, regroupée autour du journal *Robotnik*, qui s'est tournée vers la classe ouvrière et qui a joué un rôle décisif pour préparer l'éclatement de la révolution d'août, agissait non seulement de façon indépendante, mais d'une certaine manière en marge du reste de l'opposition.

Dans le nouveau contexte d'après décembre 1981, le retour à l'orientation qui avait prévalu au sein de l'opposition démocratique dans le passé ne pouvait être innocent d'un point de vue social. Cela ne pouvait que favoriser les milieux à l'origine de ces positions, exprimer avant tout leurs penchants, garantir leurs besoins et refléter leurs limites. De manière plus ou moins explicite, c'était aussi une façon de se détourner de la classe ouvrière, de limiter le rôle de cette dernière en tant qu'élément dirigeant du mouvement social. Il devenait dès lors inévitable que les moyens techniques et matériels, l'activité idéologique et l'initiative politique passent de plus en plus aux mains de l'intelligentsia dans le cadre de ce mouvement, la classe ouvrière étant renvoyée à son rôle passif traditionnel.

Par là, nous ne prôtons bien sûr pas une approche sociologique vulgaire, qui réduit mécaniquement toutes les pratiques idéologiques et les activités politiques à une base sociale donnée. Loin de nous l'idée d'opposer ouvriers et intellectuels. Il y eut et il y a encore au sein de Solidarité clandestine de nombreux exemples de collaboration réussie entre ces deux groupes sociaux. Frasyński soulignait le rôle important joué par les groupes indépendants des écoles supérieures de Wrocław dans la construction de l'organisation syndicale clandestine de la ré-

10. Ibid., p. 70.

11. *Z Dnia na Dzień*, numéro 1/345, 1985.

gion, en affirmant : « Il y avait parmi eux des docteurs que leurs titres n'empêchaient pas de travailler à la ronéo. Les imprimeurs de l'université formaient ensuite les gars des grandes entreprises afin que ces dernières puissent sortir leur presse de façon autonome. » (12)

Pour l'intelligentsia démocratique qui se place résolument aux côtés de la classe ouvrière, convaincue que c'est d'elle que dépend la transformation de la société, la tâche essentielle est de transmettre son propre savoir ou savoir-faire aux ouvriers, de manière à ce qu'ils soient le plus indépendants possible. Mais cela n'a rien à voir avec la conception selon laquelle les ouvriers seraient condamnés à avaler passivement les élucubrations de l'intelligentsia, ou même avec le fait de leur apprendre une série de choses utiles, sans pour autant leur donner les moyens de se débrouiller seuls. Malheureusement, c'est dans ce deuxième sens que les relations entre les deux milieux ont évolué, faisant perdurer une division du travail contraire à la nature et aux aspirations du mouvement social. Ce n'est pas un hasard si le terme « société » sans référence de classe a remplacé, dans le vocabulaire courant, cette autre « société » délimitée par les cheminés d'usine durant la période de la révolution.

Au début 1985, l'un de nos lecteurs polonais nous écrivait : « Durant l'année écoulée, *Solidarité* s'est encore éloigné des positions syndicales et ouvrières au profit du culte des "mystères nationaux". On met le concept de nation à toutes les sauces, en délayant les conflits de classe dans ce magma. Peut-être cette année a-t-elle été positive du point de vue de certaines couches sociales en ce qui concerne le développement et le renforcement des sphères de la vie culturelle et politique indépendantes, mais ce fut un recul du point de vue des intérêts du prolétariat. Une preuve de plus que les dirigeants clandestins ont orienté *Solidarité* sur la mauvaise voie, en misant sur le facteur national au lieu de viser à mobiliser les masses ouvrières sur la base de la défense et de la réalisation de leurs intérêts de classe. Car si le premier facteur est très important, c'est le second qui est décisif. »

## LE ROLE DE L'EGLISE

Un autre problème est constitué par le fait que certains milieux ecclésiastiques cherchent manifestement à imposer leur hégémonie sur le mouvement social. Il ne s'agit pas, bien sûr, des prêtres de base ou même de certains membres de la hiérarchie, qui se mettent au service du mouvement social avec un total dévouement, mais des éléments de l'appareil de l'Eglise qui voudraient transformer ce mouvement en punaise de sacristie. En se fondant sur l'expérience de l'une des régions de Pologne orientale, le même lecteur nous écrit : « On observe une offensive soutenue de la part de l'Eglise et de ses idéologues à l'intérieur du syndicat pour que les prérogatives syndicales soient reprises en charge par des institutions qui

lui sont liées, telles que les clubs d'intellectuels catholiques, la Pastorale des familles, l'Entraide des familles, la Pastorale ouvrière, l'"Oasis" des jeunes, le Mouvement des scouts indépendants, etc. Elles bénéficient d'atouts tels que le soutien moral et la collaboration d'anciens internés et de dirigeants "historiques" du syndicat, un large réseau d'éditions et de diffusion, des structures d'éducation bien rodées. L'existence, parallèlement à ceux de *Solidarité*, d'autres canaux d'information et d'activité indépendants — avant tout des institutions semi-légales protégées par l'Eglise — conduit de plus en plus souvent les gens à choisir ces derniers. Je ne pense pas que ce phénomène soit limité à ma région. L'Eglise vise explicitement à prendre la place de *Solidarité* dans le jeu politique avec le pouvoir. Le syndicat tolère les manœuvres de l'Eglise, qui le désarme dans la mesure où elles l'amènent à modérer son combat contre la classe dirigeante. Je crains que ce processus n'aille en s'approfondissant, car personne n'appelle à y mettre un terme. »

Par ailleurs, on constate une tendance à la remise en cause du pluralisme interne et de la démocratie syndicale au sein de *Solidarité* clandestine, suite au déséquilibre apparu entre les organes de direction et la base du mouvement social, à l'affaiblissement des liens entre les instances dirigeantes et les commissions d'entreprise, et compte tenu de l'influence que les conceptions des courants non ouvriers ont acquies au sein de la direction clandestine. On relève de plus en plus de cas d'organes dirigeants exerçant des pressions matérielles sur les structures de base de *Solidarité* pour les mettre au pas. Certaines structures considérées comme étant trop indépendantes dans leur activité ou leur orientation politique se sont vues isolées par un blocage de l'information les concernant. A plusieurs reprises, notamment à l'occasion du bilan du boycott des élections de 1984 et au moment de la parution du livre *Konspira*, l'organe du Comité ouvrier interentreprises de *Solidarité* (MRKS) de Varsovie, s'est élevé contre de telles pratiques de la part de Bujak (13).

Mais c'est dans la région de Haute-Silésie qu'on a assisté à l'attaque la plus brutale et la plus significative contre le pluralisme interne du syndicat. A l'automne 1984, la Commission exécutive régionale (RKW) de *Solidarité*, représentée au sein de la TKK par Tadeusz Jedynek, aujourd'hui emprisonné, publia en effet une déclaration sans précédent dans l'histoire de *Solidarité*, dans laquelle il est affirmé que la Commission provisoire de coordination des mines (TKKG) active dans la même région « agit en dehors du syndicat », car « les contacts et la composition de la commission en question ne nous sont pas connus ». Mais l'organe de la RKW (14) a bien montré qu'il s'agissait de divergences politiques entre les deux structures, en l'occurrence le soutien accordé par la TKKG à la grève des mineurs britanniques et l'accusation de la RKW la taxant de déviations « gauchistes-anarchistes ». Ce dernier « concept » est d'ailleurs directement emprunté à la propa-

gande du régime.

Il n'y a qu'une manière de sortir de la crise du mouvement social, à savoir de reconstruire le courant pour l'auto-organisation et l'autogestion ouvrières, jadis incarné par la « ligne des usines et de la grève générale ». Mais il ne s'agit pas simplement de revenir à cette ligne, car aujourd'hui les conditions sont différentes de celles qui prévalaient durant la première année suivant l'instauration de l'état de guerre. Le mouvement social d'alors était encore largement « porté par la vague » d'avant décembre 1981, tirant sa force des acquis de la période de la révolution. Mais cet élan s'est depuis longtemps épuisé.

## LE COURANT POUR L'AUTO-ORGANISATION ET L'AUTOGESTION OUVRIERES AUJOURD'HUI

Depuis belle lurette, la TKK ne comprend plus un seul dirigeant régional qu'on puisse considérer comme représentant du courant de la « ligne des usines » ou comme proche de celui-ci. Cela ne signifie pas que la situation ne puisse évoluer, mais mieux vaut ne pas avoir d'illusions quant au fait que cela aille de soi, car ce qui va de soi, comme on le voit, c'est précisément le contraire. Il n'existe donc pas de point de départ ou d'appui naturel pour construire ce courant. La TKK et les directions régionales, qui tendent de plus en plus à s'éloigner des fondements ouvriers du mouvement, sont sous la pression croissante de milieux qui poussent, consciemment ou non, en sens inverse.

Ce n'est que par le bas et de manière horizontale que le courant pour l'auto-organisation et l'autogestion ouvrières pourra se construire aujourd'hui. Il ne peut s'appuyer que sur des structures et des groupes syndicaux épars, des groupes politiques ou politico-syndicaux au sein desquels la conscience autogestionnaire reste vivace, qui s'appuient sur les travailleurs ou qui se donnent pour but de défendre les intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière. Il s'agit avant tout de mettre fin à leur éparpillement, de parvenir à leur coordination et à leur coopération sur la base de conceptions programmatiques élaborées en commun.

Ce courant doit adopter une orientation, différente sous trois aspects, de ce qui fut celle de Basse-Silésie. La première chose est de se demander pourquoi cette orientation n'a pas été maintenue et en tirer les conclusions qui s'imposent. En fait, ses porte-parole n'ont pas compris qu'en période de contre-révolution, il ne serait pas possible de maintenir une telle ligne, voire de la renforcer dans le mouvement social, si elle ne se matérialisait pas dans des formes d'organisation appropriées. Aux diverses formes de conscience doivent correspondre diverses formes d'or-

12. *Konspira*, op. cit., p. 39.

13. Cf. CDN - *Glos Wolnego Robotnika*, numéro 80, 1984 et numéro 104, 1985.

14. *RIS*, numéro 11, 1984.



Dispersion d'une manifestation de Solidarité en août 1983. (DR)

ganisation. Il est impensable que l'ensemble du syndicat soit porteur d'une conscience autogestionnaire, c'est-à-dire d'une conscience politique avancée de la classe ouvrière. Car, en tant qu'organisation de masse, ce dernier regroupe des travailleurs ayant des niveaux de conscience fort différenciés, depuis ceux qui ne sont sensibles qu'aux intérêts immédiats, matériels et moraux, de leur propre groupe professionnel ou de leur milieu social, jusqu'à ceux qui sont conscients des intérêts généraux et historiques de la classe ouvrière et qui luttent pour sa libération. Aussi, y a-t-il tout à parier que la conscience autogestionnaire risque de disparaître à long terme, si elle ne se matérialise pas dans une forme d'organisation propre au sein du mouvement social.

C'est pourquoi il importe que la coordination (l'« entente », pour reprendre le terme utilisé dans les débats en cours en Pologne) devant donner un fondement au courant pour l'auto-organisation et l'autogestion ouvrières, ait une identité politique et idéologique propre et qu'elle repose sur une structure organisationnelle séparée. Mais le fait qu'un tel courant existe et s'organise de manière distincte ne doit en aucun cas remettre en cause le statut de ses composantes, en particulier des structures syndicales diverses, susceptibles d'adhérer à l'entente. Il faut que ces dernières restent ce qu'elles sont, à savoir des chaînons du syndicat Solidarité. Leur participation à une telle coordination ne doit viser qu'à leur permettre de mieux accomplir leur devoir, à mieux remplir les tâches qui s'imposent dans la défense des droits, de la dignité et des intérêts des travailleurs. Elle doit les armer pour mieux pouvoir défendre le programme de Solidarité. Elle doit les aider à élaborer une tactique efficace pour

la lutte immédiate, afin d'inscrire celle-ci dans le cadre d'une stratégie visant à atteindre l'objectif de ce programme, à savoir la mise en place d'une République autogérée.

En second lieu, et sans pour autant perdre de vue la question de la grève générale, il faut que la « ligne des usines » d'aujourd'hui soit avant tout une orientation de lutte pour des objectifs immédiats, aussi bien partiels que transitoires. La vague qui portait le mouvement de masse a fini par refluer en octobre 1982, lorsque la direction s'avéra incapable de saisir l'occasion que constituait la grève du chantier Lénine de Gdansk en riposte à la mise hors-la-loi de Solidarité. C'était le dernier moment pour empêcher une stabilisation relative du système de pouvoir totalitaire et pour assurer la continuité de la révolution d'août. La question qui se pose aujourd'hui au mouvement social, c'est de savoir comment rassembler les prémisses d'une nouvelle montée révolutionnaire à partir de la situation contre-révolutionnaire qui s'est plus ou moins consolidée.

A l'époque, le problème était de savoir comment, à partir des flammes de la grève de Gdansk, rallumer le feu de la grève générale nationale. Aujourd'hui, il s'agit de savoir comment, à partir d'une étincelle comme la grève de l'usine Rosa Luxemburg, à Varsovie, en février-mars 1985 (15), allumer le feu d'une lutte plus générale dans quelques autres entreprises. L'exemple de la grève des ouvrières de l'usine Rosa Luxemburg a été suivi, début mai, par les travailleuses de l'usine de textiles Stella, de Zyrardow, qui se battaient sur des revendications analogues. Le 3 mai, au lendemain de la victoire de la grève de l'usine Stella, une grève pour le droit au samedi libre éclata à l'usine

Pokires, autre entreprise textile de Zyrardow. Chacune de ces grèves s'est terminée par un relatif succès. Mais ces succès auraient pu être beaucoup plus grands si chaque grève n'avait pas démarré au moment où la précédente prenait fin ; si les revendications avancées par les ouvrières de l'usine Rosa Luxemburg avaient été reprises, comme le comité ouvrier de Solidarité de cette usine le demandait, par un certain nombre d'entreprises à majorité féminine de Lodz, et aussi par d'autres entreprises ; si les structures interrégionales du mouvement social avaient au moins assuré une circulation rapide de l'information dans ces entreprises, pour ne pas parler de la coordination des luttes en cours ; enfin, si le personnel de l'entreprise connaissant le meilleur degré d'organisation syndicale avait pris sur lui d'exiger des négociations portant sur les revendications communes à toutes les entreprises parties en grève à la suite de l'usine Rosa Luxemburg. La tâche du courant pour l'auto-organisation et l'autogestion ouvrières est précisément de contribuer à dégager de telles perspectives.

#### DES LUTTES PARTIELLES A LA GREVE GÉNÉRALE

L'entente en question devrait donc œuvrer au développement de luttes sur des objectifs partiels et immédiats, ouvrant la voie à celles pour des buts transitoires, tant sur le plan socio-économique que politique. Elle devrait militer pour l'élargissement et la coordination de telles luttes. Elle devrait propager les revendications qui les sous-tendent, en mettant l'accent sur celles qui

15. Sur cette grève, voir l'article déjà cité dans *Inprecor* numéro 200 du 8 juillet 1985.



Contrôle d'identité par des policiers armés, au cours d'une cérémonie non officielle à l'occasion du 40e anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie. (DR)

permettent d'unifier les travailleurs, que ce soit au niveau d'une seule entreprise, de plusieurs ou de la classe ouvrière toute entière. Elle devrait faire connaître les expériences de lutte passées et les formes de lutte qui s'avèrent efficaces, en mettant en valeur les moindres victoires obtenues ici ou là, pour montrer la voie, ainsi qu'en donnant des informations sur les occasions perdues pour en tirer des leçons. Elle devrait enseigner comment analyser un rapport de forces au niveau de l'atelier, de l'usine, de la région ou du pays, ainsi que l'art de mettre à nu les faiblesses du régime pour faire ressortir la force du mouvement social et s'appuyer là-dessus afin de progresser dans la voie de l'auto-organisation, de l'activité indépendante et de la défense des intérêts des travailleurs.

Le colonel Stanislaw Kwiatkowski, chef militaire du centre de sondage de l'opinion publique, expliquait il y a quelques mois lors d'une réunion avec les responsables de la propagande du régime, que le niveau de tension sociale atteint « aurait déjà correspondu à une situation révolutionnaire s'il n'avait pas été accompagné d'une confiance non moins élevée dans la stabilité des institutions » (16). Très juste ! Ce qu'il faut, c'est modifier cette conviction, aussi fausse que largement répandue, en commençant par les entreprises. Une lutte de masse, même à une échelle limitée, bien dirigée, s'élargissant rapidement à quelques entreprises et bien coordonnée, tel est le moyen pour que les travailleurs prennent conscience de ce que le régime est loin d'être stabilisé et qu'il est possible, au travers d'une telle lutte, de dévoiler et même d'accroître ses faiblesses.

Mais s'orienter vers de telles luttes, en créant patiemment les conditions qui permettront leur développement, ne peut en aucun cas signifier l'abandon de la stratégie de la grève générale ou sa remise aux calendes grecques. Le courant pour l'auto-organisation et l'autogestion ouvrières devrait au contraire être le porteur et le défenseur acharné d'une telle orientation. On entend souvent dire, dans les milieux ouvriers de Solidarité, que la grève générale n'est pas « pour demain ». On peut être parfaitement d'accord avec une telle affirmation, mais la grève générale n'est jamais « pour demain ». Ce n'était pas non plus le cas en août 1980, jusqu'au jour où les ouvriers du chantier naval Lénine décidèrent de passer à la grève avec occupation pour la satisfaction totale de leurs revendications. La tâche principale aujourd'hui n'est certainement pas de préparer les organisations syndicales d'entreprise et inter-entreprises de Solidarité à la grève générale. Mais dans chacune des commissions d'entreprise mises en place, il faut au moins définir un plan d'occupation de l'entreprise, assurer un minimum de contacts avec les commissions syndicales des entreprises voisines, préparer un système d'auto-défense de l'entreprise en cas de grève. Il faut, comme le disait Frasy-niuk, désigner le gars capable d'organiser la défense du portail ; il faut que quelqu'un sache fabriquer les obstacles anti-chars, combien il en faudra et où les placer, etc.

Troisième et dernier point, les fondements programmatiques de l'entente devraient indiquer des perspectives stratégiques plus claires, allant au-delà de celles que le RKS de Basse-Silésie avait élaborées

en 1982 et au début de 1983. Il faut rompre avec toute idée de « révolution autolimitée » et de compromis durable avec la bureaucratie au pouvoir. Partant de là, la stratégie de la grève générale doit être liée à la question du pouvoir et montrer que la tâche essentielle de la future révolution polonaise sera précisément de résoudre cette question. Il est impossible de briser le système du pouvoir totalitaire si on ne le remplace pas par un système de pouvoir ouvrier, indépendant et autogéré, issu des organes de la grève générale. Qu'il s'agisse de luttes sur des objectifs immédiats ou des formes d'auto-organisation qui en résulteront, ce n'est que dans le cadre d'une telle stratégie que les luttes de masse, aujourd'hui et demain, pourront se transformer en premier pas conscient vers la République autogérée.

Aujourd'hui comme demain, le syndicat indépendant Solidarité est et restera la forme essentielle d'auto-organisation des travailleurs, le principal levier pour aller vers l'autogestion ouvrière, duquel dépend actuellement l'existence d'un minimum d'organisation, de coordination et de direction des luttes de masse portant sur des objectifs immédiats. C'est Solidarité qu'il faut construire à l'occasion de ces mobilisations. C'est de lui que dépendra l'instauration d'une dualité de pouvoirs dans une situation pré-révolutionnaire, ainsi que l'organisation de tous les travailleurs en vue de l'assaut révolutionnaire contre le système de pouvoir totalitaire. Le syndicat, et le mouvement social, qui a pour nom Solidarité est la principale conquête de la classe ouvrière et de la révolution polonaise de 1980-1981. C'est en son sein que l'ouvrier s'organise et agit aujourd'hui. Sans ce mouvement, il est condamné à l'atomisation, à l'impuissance et à la passivité. Penser qu'il est possible de se passer de Solidarité sous prétexte qu'il existe une alternative, que ce soit un cercle de prière ou un parti politique, c'est se tromper et s'engager sur la voie de la défaite.

Même pour les secteurs ouvriers en plein recul, pour qui seule subsiste l'idée de Solidarité, c'est bien la seule idée qui soit susceptible de se concrétiser en force matérielle le moment venu. Toute forme d'activité sociale et politique indépendante ne visant pas et ne servant pas à construire Solidarité ne saurait être qualifiée d'activité ouvrière. C'est pourquoi le courant pour l'auto-organisation et l'autogestion ouvrières doit tendre à reconstruire et à renforcer le syndicat indépendant dans les entreprises, à l'échelle des villes et des régions, au cœur de la classe ouvrière. Ce n'est qu'à partir de là qu'il pourra se fixer des objectifs plus ambitieux.

Solidarité incarne l'organisation, l'unité, la conscience et la lutte de la classe ouvrière polonaise !

Rédaction d'*Inprekor* polonais,  
1er juillet 1985.

16. Cité dans le *Matin de Paris* du 1er juillet 1985.

# Quatre ans après le coup d'Etat de Jaruzelski, les courants de l'opposition en Pologne

QUATRE ans après le coup d'Etat du général Jaruzelski, la bureaucratie redouble ses attaques contre la classe ouvrière. Bien qu'affaibli par elle et confronté à une répression systématique, Solidarité maintient un niveau d'organisation sans précédent dans les Etats dominés par la bureaucratie, en dehors de périodes d'effervescence révolutionnaire. Mais ce mouvement est plongé dans une crise d'orientation qui pèse lourdement sur les capacités de lutte de la classe ouvrière.

Les échecs de Solidarité génèrent aujourd'hui une polarisa-

tion de l'opposition polonaise. Certains courants abandonnent, à des degrés différents, les acquis de la révolution de 1980-81, d'autres cherchent tant bien que mal à les préserver. L'apparition dans ce cadre d'un courant, l'Opposition ouvrière, se réclamant de la classe ouvrière, optant pour son auto-organisation et posant la question du renversement révolutionnaire de la bureaucratie, prend une importance qu'on ne saurait sous-estimer. Dans l'article suivant, nous traitons de ces différents courants de l'opposition au régime de Jaruzelski.

Arthur WILKINS  
Cyril SMUGA

« Qui ne fait pas la grève, ne mange pas et travaille plus ! », tel était le mot d'ordre lancé par *Hutnik*, le bulletin de Solidarité du complexe sidérurgique Lénine de Nowa Huta (1). Voilà un mot d'ordre qui mérite d'être repris par le mouvement social polonais dans son ensemble. Les directions clandestines de Solidarité se sont avérées incapables jusqu'à aujourd'hui d'élargir le mouvement gréviste lorsqu'il éclatait dans une entreprise significative. Pour surmonter cette incapacité, il est indispensable d'abandonner l'idée, dominante dans ces directions, qu'on peut proclamer à froid la mobilisation des travailleurs pour des objectifs abstraits ou illusoire. Un bon exemple de cette approche est constitué par l'appel à une heure de grève nationale, le 1er juillet dernier, pour montrer que la « société » voulait une réforme économique et pour faire pression sur le pouvoir afin qu'il la réalise. Il est nécessaire d'opter pour une patiente construction du rapport des forces qui s'appuie sur les revendications élémentaires des travailleurs et qui, partant de là, sur la base des premières victoires, développe une dynamique transitoire. Mais les orientations de la direction nationale et des directions régionales de Solidarité demeurent éloignées d'une telle ligne (voir l'article précédent dans ce même numéro).

Durant quelques mois de 1985, les dirigeants de Solidarité se sont plus préoccupés de la préparation du boycott des « élections » à la Diète (Parlement polonais) que de l'organisation de la lutte pour défendre les intérêts matériels des travailleurs. On peut s'interroger sur un tel choix de priorités. Selon les estimations de Solidarité, les élections du 13 octobre à la Diète ont été boycottées par 34 % des citoyens. Ce boycott avait certainement un sens politique, car il a démontré que la « normalisation » du système du pouvoir bureaucratique est loin d'être achevée, mais il n'a pas amené la bureaucratie à changer de politique, car il ne pouvait le faire. Une telle « stratégie de pression » s'est avérée une fois de plus inefficace, et surtout elle n'a pas fait avancer d'un pas l'auto-organisation des masses.

L'apparition, en 1984 et surtout en 1985 — dans la période préparatoire aux élections à la Diète —, d'un nouveau courant oppositionnel, constitue un fait politique d'importance. Ce courant cherche surtout à trouver un espace d'action légale dans le cadre du système du pouvoir bureaucratique, se situant de ce fait à la lisière entre l'opposition au régime et la collaboration avec lui. Il est très hétérogène. En font partie aussi bien les « néo-réalistes », partisans déclarés d'une soi-disant nouvelle rationalité, dont la figure la plus connue est Andrzej Celinski, ancien secrétaire de la Commission nationale de Solidarité, que les secteurs nationalistes liés au mouvement Jeune Pologne, et, enfin, les « néo-conservateurs indépendants » regroupés autour de la revue *Res Publica*.

## LE COURANT « NÉO-RÉALISTE »

Les néo-réalistes considèrent que Solidarité a subi un échec définitif et sans appel, que l'actuel système du pouvoir doit être considéré comme devant durer, qu'il est impossible de le modifier et donc qu'il faut s'inscrire dans son cadre. Afin de sortir de la situation dramatique dans laquelle se trouve actuellement la Pologne, il est nécessaire à leur avis d'établir un accord politique grâce auquel le conflit entre « la société et le pouvoir » pourrait se transformer dans l'avenir en une collaboration. Si la société admet que la Pologne ne peut, dans un avenir imaginable, devenir un Etat démocratique, cela permettra de parvenir à une situation dans laquelle le pouvoir respectera les lois, gouvernera efficacement l'Etat et sortira l'économie de la crise, alors que les diverses couches sociales pourront exprimer leurs intérêts de manière à ne pas remettre en cause les intérêts essentiels de la couche dirigeante et à ne pas inquiéter l'URSS. Les néo-réalistes étaient prêts, au nom de tout cela, à faire acte de candidature à la Diète, si le régime du général Jaruzelski acceptait de les inscrire sur les listes de candidats.

La « nouvelle rationalité » a été unanimement rejetée par les dirigeants de Solidarité et de l'opposition démocratique (c'est-à-dire l'ancien KOR). Jan Litynski, qui fut avant août 1980 l'un des principaux animateurs du journal *Robotnik* et qui fait aujourd'hui partie de la direction

clandestine de Solidarité de la région de Varsovie, a publié une critique détaillée de la position des néo-réalistes (2).

De la cellule où il attendait de passer en jugement à Gdansk, Adam Michnik écrivait à propos des néo-réalistes : « Nous n'accusons aucun de ceux qui ne sont pas d'accord avec nous de manquer de bonne foi. Nous jugerons justement et avec sérieux ceux qui prendront la décision d'accepter la nomination des mains du général et de s'asseoir sur les bancs du Parlement. Mais si à nous, gens de Solidarité, on proposait dans ce jardin zoologique une cage privée ou une cour séparée, nous répondrions avec une calme conviction : jouez sans nous. (...) Demain doit s'ouvrir mon procès. Pour qui sont les bancs à la Chambre et pour qui sont les bancs d'accusés ? (...) Je préfère partager le banc des accusés avec Bogdan Lis et Wladyslaw Frasyniuk que m'asseoir à la Diète avec Rakowski et Siwak (dirigeants du régime, ndlr.) » (3)

Le mouvement Jeune Pologne a été créé avant août 1980 et son principal point d'appui était la jeunesse étudiante de Gdansk. Il a par la suite collaboré avec Solidarité, et ses membres se trouvaient notamment parmi les permanents de l'appareil syndical. Il se présentait comme une organisation catholique-nationale et renouait, de façon sélective, avec la pensée de Roman Dmowski, dirigeant de Démocratie nationale, le grand parti bourgeois très droitier qui avait collaboré avec les autorités russes sous le tsarisme. Après la proclamation de l'état de guerre, le mouvement Jeune Pologne s'est peu à peu retiré de l'activité de Solidarité clandestine et a cherché des moyens « apolitiques » d'activité légale, par exemple dans les institutions de l'autogestion universitaire.

Voici une analyse de l'évolution du mouvement Jeune Pologne et du courant autour de la revue *Res Publica*, parue dans *Tygodnik Mazowsze*, hebdomadaire de Solidarité de Varsovie : « Actuellement, on observe un changement de tactique d'au-

1. *Hutnik* (Nowa Huta) numéro 9, 1985.

2. J. Litynski, *Nowy racjonalizm czy stare złudzenia* (Une nouvelle rationalité ou de vieilles illusions), *Kultura* (Paris) numéro 9, 1985.

3. A. Michnik, *Wybory do sejmu PRL* (Les élections à la Diète), *Kultura* numéro 9, 1985.

moins une partie des anciens dirigeants du mouvement Jeune Pologne. A la recherche de moyens permettant d'exercer une influence réelle sur le cours des événements politiques, ils sont parvenus à la conclusion — et sur ce point également, ils se réclament de Dmowski —, qu'il faut collaborer avec le pouvoir. Leur attitude critique vis-à-vis de Solidarité et de l'activité clandestine n'est que la conséquence logique de cela. Ils considèrent cette activité comme menant dans une impasse et pensent que le boycott du pouvoir organisé par Solidarité est une erreur politique.

« Le groupe issu de la revue indépendante Res Publica, revue qui date également d'avant août 1980, est parvenu à la même conclusion malgré des prémisses idéologiques différentes. Res Publica renouait avec la pensée conservatrice, la tradition européenne dans laquelle la chrétienté avait une place de premier plan. C'était une revue élitiste, avec des connotations antinationalistes prononcées. Les gens regroupés autour de Res Publica, dont l'ambition était de produire de l'idéologie, évitaient, à la différence du mouvement Jeune Pologne, l'engagement politique direct. Mais les deux groupes avaient une approche commune de la politique, qu'ils traitaient comme une sorte de jeu au sommet.

« C'est pourquoi ces deux courants ont rejeté le programme d'auto-organisation sociale pour se concentrer autour de la pensée politique élaborée par une élite. Le jugement critique porté sur cette base sur Solidarité d'avant décembre 1981 rapproche naturellement les militants des deux courants. Donc, on ne doit pas s'étonner de l'information non officielle venant de ces milieux, selon laquelle une partie d'entre eux a entrepris des négociations avec le pouvoir, proposant entre autres de participer à la future Diète. » (4)

Les dirigeants du mouvement Jeune Pologne et les rédacteurs de Res Publica ont tenté d'obtenir le soutien de la hiérarchie catholique pour leurs négociations avec le pouvoir. Ces négociations ont abouti à un fiasco : les représentants de Jeune Pologne n'ont pas pu figurer sur les listes de candidats pour la Diète et Res Publica n'a pas obtenu de statut légal. Les démarches de ces deux groupes ont été critiquées, entre autres par Tygodnik Mazowsze et par Kos, journal du Comité de résistance sociale (5). Suite à ce fiasco et face au danger de discrédit aux yeux des militants du mouvement social, les dirigeants du mouvement Jeune Pologne et de Res Publica se sont sentis obligés de démentir publiquement les informations faisant état de leurs négociations avec le régime.

#### LA LIGNE DE L'« ENTENTE NATIONALE »

L'attitude critique des courants dominants au sein de la direction de Solidarité et au sein de l'opposition démocratique envers les néo-réalistes et autres candidats potentiels à la capitulation face au

régime ne signifie pas pour autant que ces courants ont abandonné l'espoir d'une « entente nationale ». Les vieilles illusions et les options politiques conscientes issues de la « stratégie de révolution auto-limitée » restent présentes en leur sein. Cependant, lorsqu'on critique les positions de ce courant, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un courant qui lutte, qui se place du bon côté de la barricade, faisant face au régime bureaucratique, et qu'il représente le mouvement social. Mais, en même temps, il faut avoir à l'esprit que ce courant, bien qu'il s'oppose au régime, représente une ligne politique dont la responsabilité dans la crise actuelle du mouvement social est immense. Michnik écrit que Solidarité « construit une société pluraliste dans un Etat totalitaire et cherche ainsi à imposer une entente, dont l'essence serait la reconnaissance institutionnelle de ce pluralisme ». Tout en soulignant que le mouvement social ne cherche pas à renverser le régime actuel par sa lutte, Michnik affirme : « On ne peut exclure, si l'on est réaliste, que même une telle revendication peut être formulée par la nation dans une autre situation. Les communistes n'ont aucun mandat divin pour gouverner la Pologne jusqu'à la fin du monde. Aujourd'hui cependant une telle revendication pourrait signifier la confrontation avec la puissance militaire du Grand Frère » (6).

Comme ce fut le cas à plusieurs reprises dans le passé, Jacek Kuron exprime une position politique originale. Avant les « élections » à la Diète, il écrivait que la « majorité silencieuse » de la société polonaise, qu'il estime à 50 %, ne soutient aujourd'hui ni le régime, ni Solidarité clandestine, dont les partisans « se recrutent surtout dans le prolétariat de la grande industrie et chez les intellectuels (et ce n'est pas un hasard si les meilleures sections de Solidarité sont implantées dans les grandes entreprises industrielles et dans les instituts de recherche) ».

Kuron affirme : « La crise ne peut qu'empirer. La "moitié silencieuse" aura de moins en moins de raisons d'espérer voir s'améliorer ses conditions de vie et, au bout de son désespoir, il y a toujours le risque de la révolte. Cette sombre réalité, les autorités ne l'ignorent certainement pas. Mais elles n'acceptent pas pour autant de renouer le contact avec Solidarité. Et, en attendant, elles ont choisi la voie de la répression. Pensent-elles être en mesure de mettre sous les verrous la totalité des opposants, c'est-à-dire le quart de la population ?

On peut craindre qu'une telle aggravation de la répression ne débouche sur une explosion de colère. Alors que pouvons-nous faire pour éviter cette évolution catastrophique ? Que pouvons-nous faire, dans notre situation où la proximité des chars soviétiques exclut toute idée de changement de pouvoir ? Nous devons exploiter toutes les occasions de pression sur le pouvoir communiste, afin de l'amener à la modération et de l'obliger à tenir compte de l'opinion publique. C'est ainsi, par exemple, que nous allons appeler au boycott des prochaines élections à la

Diète, afin de manifester notre fidélité à une forme d'entente sociale authentique. Mais saurons-nous convaincre la "moitié silencieuse" de l'efficacité de notre mot d'ordre ? » (7). Kuron craint que la réponse à sa dernière question soit non, que paralysée aujourd'hui par la peur du régime et de son appareil de répression, cette « moitié silencieuse » peut demain attiser une révolte, dont il pense qu'elle pourrait avoir des effets catastrophiques et qu'il craint donc.

Zbigniew Bujak prend lui aussi au sérieux la possibilité d'une explosion sociale. Il explique : « L'ampleur d'une explosion éventuelle, son contexte et sa dynamique, ne peuvent être prévus aujourd'hui. Nous ne savons pas quelle ligne de conduite adoptera alors l'appareil de répression, dans quelle mesure les autorités seront capables d'étouffer l'explosion ni à quel point elles seront prêtes à faire des concessions. La direction de Solidarité peut se limiter à deux revendications : la reconnaissance du pluralisme syndical et bien évidemment l'arrêt de la répression de l'activité politique. Mais les revendications sociales s'arrêteront-elles à ce niveau ? Je suppose que non. Beaucoup dépendra de la dynamique du mouvement. Ce que peut faire la TKK se limite à la préparation d'un système de communication à l'échelle du pays et à l'organisation de l'information. C'est pourquoi, nous soutenons la création du plus grand nombre de journaux et de maisons d'édition, car ce sont eux qui pourront prendre cela en charge. Nous nous préparons également à exprimer les revendications sociales et à présenter les moyens de les réaliser » (8).

#### SE PRÉPARER A UN NOUVEAU AOUT 1980

Il semblerait qu'autant Kuron a peur de l'explosion et souhaiterait l'éviter, autant Bujak accepte son caractère inéluctable et tend à lui assurer une forme organisée et une direction. Cependant, il est difficile de dire si ces deux approches sont réellement différentes dans la pratique. On peut en douter, si on se réfère aux expériences passées. Il ne fait pas de doute, que si une explosion sociale se réalisait, sa dimension dépasserait largement les cadres organisationnels et les capacités de direction qu'il est possible de préparer à l'avance dans des conditions de clandestinité. Dans une telle situation, il est malheureusement possible que Bujak et les dirigeants du mouvement social qui lui sont politiquement les plus proches essaieront d'empêcher l'explosion de la révolte et se retrouveront sur des positions semblables à celle exprimée par Kuron. Leur comportement lors de la dernière

4. Tygodnik Mazowsze (Varsovie) numéro 124, 1985.

5. Tygodnik Mazowsze numéro 124, 1985 ; Kos (Varsovie) numéros 74 et 75, 1985.

6. A. Michnik, op. cit., pages 9, 11.

7. Un témoignage de Jacek Kuron, Le Monde du 10 août 1985.

8. Wywiad ze Zbigniewem Bujakiem (Entretien avec Zbigniew Bujak), Kultura numéro 9, 1985, page 46.

manifestation de tension sociale importante, celle provoquée par l'assassinat du prêtre Jerzy Popieluszko en octobre 1984, témoigne qu'une telle possibilité n'est pas une pure vue de l'esprit. Ils ont alors tout fait pour éviter une explosion.

L'attitude de la direction clandestine de Solidarité à cette occasion a été récemment critiquée par Jozef Pinior, ancien président du Comité régional de grève de Basse-Silésie. « *Ils nous assassinent un prêtre devant les yeux de toute l'Europe, ils l'admettent cyniquement, et nous ne réagissons pas. C'est comme tester la cuisson d'un gâteau avec un couteau : tu mets le couteau et tu sens une résistance. Ils testent la société de la même façon. (...) Le problème n'était pas alors de susciter une volonté de lutte, de réveiller les gens. Car il était clair que cette marée humaine voulait protester. Était-il possible d'organiser la protestation ? Il fallait démontrer que cette marée possède sa propre organisation, capable de la concentrer autour d'un but et d'un mot d'ordre. Aujourd'hui il est bien évidemment inimaginable que la TKK proclame la grève générale. Nous attendons tous des grèves spontanées, lorsque le pas de la paupérisation sera franchi et que les gens débrancheront les machines. Mais après l'assassinat de Popieluszko la situation était différente de celle d'aujourd'hui. La mer était orageuse et ce dont il s'agissait, c'était de trouver une issue pour que l'orage éclate » (9).*

Cette déclaration de Pinior témoigne que parmi les principaux dirigeants de Solidarité, il existe aujourd'hui des divergences politiques sérieuses. La position exprimée récemment par Andrzej Slowik, président de Solidarité de la région de Lodz, confirme l'existence de telles divergences. Avant la proclamation de l'état de guerre, Slowik était un des porte-paroles de la ligne syndicaliste et autogestionnaire « dure » au sein de la direction nationale du syndicat. Emprisonné le 13 décembre 1981, il a été libéré lors de l'amnistie de juillet 1984. Aujourd'hui, il décrit ainsi la situation : « *Les gens ont perdu l'espoir dans la possibilité que le pouvoir abandonnera de son propre fait sa position monopoliste et sa suprématie sur le peuple. De nouveau compromis ne sont plus réalistes aujourd'hui, car les gens savent que le pouvoir ne les respectera pas. C'est pourquoi les citoyens sont de plus en plus nombreux à être conscients de l'absolue nécessité de changer le système politique actuel au profit d'un système qui donnerait ne serait-ce qu'un minimum de garanties qu'un éventuel futur accord sera respecté par le pouvoir. Aujourd'hui, il n'existe aucune garantie que les aspirations élémentaires politiques et économiques des citoyens soient réalisées par l'actuelle équipe. (...)*

*Les gens savent aujourd'hui que ce pouvoir n'est pas au service de la société, qu'il s'oppose aux intérêts de son propre pays. Comme jamais auparavant, ils voient le gaspillage de l'acquis de leur vie, le gaspillage de leurs chances individuelles et de celles de la nation. Les travailleurs des villes et des campagnes polonaises sont*



Władysław Frasyniuk. (DR)

*aujourd'hui conscients que les communistes n'ont rien fait pour eux durant quarante ans, si ce n'est leur assurer la possibilité d'un travail quotidien harassant et sans effet. Ils prennent leur retraite et sombrent dans la misère. Et cela devrait être un Etat de travailleurs ? La poignée de ceux qui soutiennent ce pouvoir, ce sont des cyniques qui n'agissent que pour leur propre intérêt ».*

Quelle est la perspective d'avenir et quelles sont les tâches qui en découlent pour les structures clandestines du mouvement social ? Slowik répond clairement à cette question : « *Le scénario de 1980 ne se répétera pas exactement, mais l'histoire se répétera, c'est sûr. Les communistes peuvent compter là-dessus comme on compte sur un dépôt en banque, car s'il y a une chose qu'ils savent faire mieux que n'importe qui, c'est provoquer le mécontentement des travailleurs. Et nous devons être préparés à cela ».* Concrètement, cela implique à son avis que « *la première des tâches, c'est le développement et le renforcement des structures dans les entreprises, de manière à ce qu'elles soient capables, lors d'une nouvelle crise politique, de prendre la direction du syndicat »*, car « *c'est seulement dans les entreprises qu'on pourra infliger une défaite au pouvoir »* (10).

#### UN NOUVEAU COURANT : L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Au printemps 1985, un nouveau courant socio-politique a commencé à se former au sein du mouvement social polonais. Les rédactions de quatre journaux clandestins ont mis en place une coordination qui a pris pour nom « Entente de presse de l'Opposition ouvrière » (PPOR). Elles ont rendu public un projet de plateforme, autour duquel elles cherchent à rassembler les forces qui se prononcent pour la révolution antibureaucratique, menée par la classe ouvrière et tendant à sa pleine libération. Le PPOR veut contribuer au développement et à l'élargissement de la lutte de masse des travailleurs autour de revendications partielles et immédiates, et de leur auto-organisation.

Les journaux suivants ont adhéré au PPOR : *Front Robotniczy* (Front ouvrier), *Sprawa Robotnicza* (La Cause ouvrière), *Głosno* (A haute voix) et *Wolny Robotnik* (L'Ouvrier libre). Les deux

premiers de ces journaux sont édités depuis l'été 1984 par des groupes qui militent pour l'autogestion ouvrière et qui se réclament de la gauche révolutionnaire. Dans son premier numéro *Front Robotniczy* a publié des extraits de la « Lettre ouverte au POUP » rédigée en 1964 par Jacek Kuron et Karol Modzelewski, montrant ainsi sa volonté de renouer avec la tradition révolutionnaire de l'opposition antibureaucratique polonaise, aujourd'hui abandonnée par ses auteurs. *Sprawa Robotnicza* pour sa part annonçait dans son premier numéro qu'elle « *se sent être un chaînon de la communauté ouvrière internationale »* et qu'elle « *possède des ennemis, avec lesquels elle ne conclura jamais d'accord ou d'alliance : ce sont la bureaucratie (c'est-à-dire la couche sociale qui exploite les travailleurs) et la bourgeoisie, qui garantit la survie de la bureaucratie faillie depuis longtemps déjà ».*

*Wolny Robotnik* est l'organe de l'Union des conseils ouvriers du Mouvement polonais de résistance (ZRP-PRO), qui agit en Haute-Silésie depuis la fin 1982 en s'appuyant sur des groupes clandestins implantés dans les entreprises. Dans un projet de programme, qu'elle a publié alors, ZRP-PRO se prononce pour le renversement de la dictature bureaucratique à partir d'une grève générale, dirigée par les conseils ouvriers, créées dans la clandestinité, et pour l'instauration du pouvoir des travailleurs dans l'Etat afin de garantir la construction du socialisme.

*Głosno* est l'organe de la Commission provisoire de coordination des mines (TKKG) du syndicat Solidarité, qui agit également en Haute-Silésie. La TKKG s'est fait connaître à l'Ouest par son soutien à la grève des mineurs britanniques, soutien qui a rencontré un important écho dans la presse britannique de gauche et d'extrême gauche, notamment dans *New Statesman* et dans *London Labour Briefing*. La TKKG, qui est une coordination des commissions syndicales clandestines de nombreuses mines est en conflit avec la Commission exécutive régionale (RKW) de Solidarité représentée au sein de la direction nationale clandestine du syndicat.

La naissance du PPOR représente un pas important sur la voie de la construction du courant d'auto-organisation et d'autogestion ouvrières au sein du mouvement social polonais. L'existence d'un tel courant est indispensable pour dépasser la crise d'orientation politique et stratégique dans laquelle se trouve aujourd'hui ce mouvement.

Nous publions ci-après les documents rendus publics par le PPOR lors de sa constitution ainsi qu'un choix d'articles tirés des journaux appartenant à cette coordination.

Arthur WILKINS,  
Cyril SMUGA,  
le 21 novembre 1985.

9. *Obecność* (Wrocław) numéro 10, 1985.  
10. *Rozmowa z Andrzejem Slowikiem* (Entretien avec A. Slowik), *Dziennik Polski* (Londres) numéro 43, 1985.

## Projet de plate-forme de l'Opposition ouvrière

DANS l'article précédent nous avons expliqué la signification de l'apparition du courant de l'Opposition ouvrière, en le situant dans le contexte des différenciations en cours au sein de Solidarité et de l'opposition démocratique en Pologne aujourd'hui. Nous publions ci-dessous deux textes qui ont été adoptés par l'Entente de presse de l'Opposition ouvrière : un appel pour l'organisation, autour d'une plate-forme politique, des forces qui luttent pour l'autogestion et l'auto-organisation ouvrières (voir encadré page suivante) ; ensuite, le projet ci-dessous de plate-forme politique pour l'Opposition ouvrière. ■

1. La lutte de classe. La lutte politique qui se déroule en Pologne depuis 1980, appelée le plus souvent lutte entre la société et le pouvoir, est avant tout une lutte de classe. Il s'agit essentiellement d'une lutte entre la classe ouvrière, soumise à l'exploitation économique, et privée de tout pouvoir politique ou économique, et le pouvoir bureaucratique d'État s'appuyant sur le POUP ainsi que sur l'appareil militaro-policié et l'appareil économique-administratif. Seule la classe ouvrière est capable de renverser la bureaucratie, et ce n'est que grâce à elle que les autres groupes sociaux pourront se libérer du joug de la bureaucratie.

2. L'autogestion. Le but fondamental de notre lutte est que, d'objet, la classe ouvrière se transforme en sujet. Cela ne sera possible que grâce à un système d'autogestion généralisé. Un tel système comprendrait des conseils d'autogestion d'entreprises reliés entre eux par des structures horizontales et verticales à l'échelle de la région et du pays, ainsi que des institutions d'autogestion territoriale. L'autogestion, forme de démocratie politique et économique directe, deviendrait ainsi le principal facteur d'organisation de la vie socio-politique.

3. Le pluralisme politique. L'autogestion ne peut fonctionner que dans des conditions de pluralisme politique illimité. On ne peut présager aujourd'hui quelles seront les formes exactes des organisations sociales et des corps représentatifs mis en place. On ne peut dire quel sera le rôle exact des élections libres à la Diète que nous appelons de nos vœux. Mais il est d'ores et déjà certain que le principe du pluralisme politique doit régir toutes les formes de participation de la société à la vie politique.

4. La lutte révolutionnaire. La transformation de la classe ouvrière d'objet en sujet n'est possible que par la voie de changements révolutionnaires. La croyance en la possibilité d'un compromis avec la bureaucratie est une illusion dangereuse, qui peut s'avérer fatale. Car on ne peut concilier l'introduction d'un système d'autogestion, c'est-à-dire la réalisation des intérêts de la classe ouvrière, avec la domination de la bureaucratie.

L'une des voies du soulèvement antibureaucratique peut être celle d'une grève générale révolutionnaire se transformant en grève active, soutenue par des actions à l'extérieur de l'entreprise. Ce n'est que dans de telles conditions révolutionnaires qu'on peut escompter qu'une partie de l'armée, avant tout les soldats du rang, se joigne au soulèvement de la classe ouvrière en voyant la possibilité du succès des forces ouvrières.

5. L'auto-organisation. Le caractère révolutionnaire de la lutte impose une stratégie révolutionnaire ; c'est-à-dire une stratégie fondée sur le développement conséquent de l'auto-organisation de la classe ouvrière. C'est sur cette auto-organisation qui est l'élément commun à toutes les phases du développement de la lutte des travailleurs, depuis les luttes actuelles pour des objectifs partiels, jusqu'à la lutte future pour un système d'autogestion où le principe même d'auto-organisation trouvera sa pleine expression. Chaque lutte, fût-ce sur la question la plus limitée, porte en elle l'embryon de la révolution future, pour autant qu'elle contribue à l'auto-organisation des travailleurs. C'est pourquoi les revendications mises en avant par le

mouvement ouvrier dans ses textes programmatiques doivent toujours tenir compte de trois éléments : elles doivent correspondre aux besoins de la classe ouvrière, tenir compte du niveau de conscience actuel de la classe ouvrière, et permettre, au cours de la lutte et en fonction du succès de cette dernière, d'étendre le niveau d'auto-organisation atteint par la classe ouvrière et les autres groupes sociaux alliés.

6. L'indépendance du mouvement ouvrier. Actuellement, l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant est la principale forme d'auto-organisation et la principale condition permettant la lutte de la classe ouvrière. La lutte contre la bureaucratie est entrée dans une phase qualitativement nouvelle en 1980, lorsque les grèves ont permis la naissance de Solidarité, première représentation nationale indépendante des ouvriers dans l'histoire du système bureaucratique en Pologne. Aujourd'hui, la construction et le renforcement, dans les entreprises, d'organisations ouvrières indépendantes de toute organisation ou institution extérieure à la classe ouvrière, reste la tâche principale.

7. Le pluralisme interne du mouvement ouvrier. Le développement politique du mouvement ouvrier impose le pluralisme en son sein. Il faut défendre le droit des travailleurs à s'organiser librement au sein de clubs, de groupes, de courants et d'organisations politiques. La politisation ouverte du mouvement ouvrier, fondée sur des principes clairs, ne peut que renforcer ce dernier. Les tentatives d'étouffement de ce processus, sous prétexte qu'il s'agit d'« affaiblissement du syndicat », d'activité « fractionnelle » ou de « provocation », ne peuvent en revanche que l'affaiblir, voire le briser, et elles portent en elles tous les traits de la provocation.

8. L'autodétermination. La compréhension du caractère de classe des rapports sociaux en Pologne implique le rejet de l'imagerie nationaliste qui réduit notre combat à une lutte contre l'Union soviétique et pour l'indépendance. La

### Ce que nous avons déjà publié dans "Inprecor"

En feuilletant votre collection d'*Inprecor* vous trouverez la reproduction de certains articles de journaux qui ont fondé l'Entente de presse de l'Opposition ouvrière :

— Dans *Inprecor* numéro 178 du 23 juillet 1984 le texte de l'émission de *Radio Zwyciezymy* (l'émetteur de la Commission provisoire de coordination de Solidarité des mines, TKKG, qui édite le journal *Glosno*) en solidarité avec la lutte des mineurs britanniques ;

— Dans *Inprecor* numéro 185 du 3 décembre 1984, un article sur les perspectives d'un courant de la gauche révolutionnaire repris de *Wolny Robotnik* numéro 20, journal de l'Union des conseils ouvriers du Mouvement polonais de résistance (ZRP-PRO) de Haute-Silésie ;

— Toujours dans *Inprecor* numéro 185, un article tiré de *Front Robotniczy* numéro 1 sur la dimension internationale de la lutte des travailleurs polonais ;

— Dans *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984, un article de *Front Robotniczy* numéro 2 sur la nécessité du soutien des travailleurs polonais à la lutte des mineurs britanniques ;

— Dans *Inprecor* numéro 200 du 8 juillet 1985, un article du président de la TKKG, Oskar, en défense de la démocratie syndicale, repris de *Glosno* numéro 32. ■

## Appel de l'Entente de presse de l'Opposition ouvrière

Au vu de la dégradation des conditions de vie et de travail, et vu la nécessité d'engager des actions défensives efficaces et de les unifier, il est urgent de créer, autour d'une plate-forme politique, une entente de divers groupes ouvriers décidés à lutter pour les intérêts de la classe ouvrière, pour l'autogestion ouvrière et la libération du travail.

Nous ouvrirons les colonnes de notre presse aux groupes et aux militants ouvriers qui sont prêts à participer à l'élaboration de la plate-forme de l'Opposition ouvrière — c'est ainsi que nous appelons notre bloc commun, soulignant par là-même nos options politiques et le caractère de classe de notre lutte.

Contrairement à l'« opposition indépendantiste » et à l'« opposition démocratique », c'est la lutte pour les causes ouvrières que nous mettons au premier plan. Cela ne signifie nullement que nous sous-estimons l'importance de la démocratie ou de l'indépendance nationale. Nous pensons au contraire que la libération du travail n'est possible que dans un pays politiquement souverain, et non soumis à l'exploitation économique. Nous pensons que la démocratie ne peut être pleinement réalisée que dans un système sans classes opprimées et exploitées. Ni le « socialisme réel », ni le « socialisme verbal », ni aucune version du capitalisme — américaine, suédoise, voire polonaise — ne constituent un tel système.

Nous refusons de nous taire face à l'évidence que ce pays — osant prétendre qu'il est « socialiste » ou qu'il « construit le socialisme » — devient de plus en plus dépendant politiquement et économiquement de l'Occident, c'est-à-dire du capital monopoliste, et du Kremlin, c'est-à-dire de la bureaucratie soviétique.

Nous disons non à une Pologne réduite au rôle de colonie, source de matières premières et de main d'œuvre à bon marché, à une Pologne où la seule liberté soit celle de s'enrichir au détriment des travailleurs.

Nous pensons qu'il faut que les travailleurs se saisissent aujourd'hui d'un drapeau sous lequel ils pourront marcher unis, dans la lutte pour la défense des droits ouvriers, et sans tenir compte des divergences idéologiques. Ni le POUP (PC polonais, ndr.), ni l'opposition, dans sa configuration politique actuelle, ne peuvent à notre avis jouer un tel rôle. Du fait de leur attachement aux conceptions du solidarisme social, les structures centrales de Solidarité ne le jouent pas non plus.

Dans une situation où la politique erronée de sa direction a conduit Solidarité à l'inertie, et où la prépondérance de courants pro-capitalistes au sein de l'opposition extérieure à Solidarité devient de plus en plus manifeste, alors que l'exploitation des travailleurs s'accroît parallèlement, nous sommes décidés à engager la lutte, convaincus que la victoire nous appartiendra tôt ou tard, que ce sera celle du mouvement ouvrier qui rejette tout autant l'exploitation bureaucratique que l'exploitation capitaliste.

Commission exécutive de l'Entente de presse de l'Opposition ouvrière,  
*Wolny Robotnik*, numéro 30, juin 1985.

ligne de clivage fondamentale de notre nation ne passe pas par l'opposition schématique entre patriote et traître, mais découle au contraire de l'opposition d'intérêts entre divers groupes sociaux. C'est pourquoi l'indépendance nationale, en tant qu'effet de la lutte pour la libération sociale de la classe ouvrière constitue la réalisation pleine et indispensable, du point de vue de la classe ouvrière, du droit à l'autodétermination.

9. La solidarité internationale des travailleurs. La classe ouvrière polonaise n'est pas isolée dans sa lutte ; elle dispose d'amis et d'alliés à l'étranger. Ce sont les travailleurs du monde entier. Le mouvement ouvrier polonais peut et même doit tirer des forces de la solidarité internationale des travailleurs. Les différences entre l'Est et l'Ouest ne peuvent cacher le fait que les ouvriers des deux camps sont liés par des intérêts communs, par une lutte commune pour un but commun — la transformation de la classe

ouvrière d'objet en sujet — contre des ennemis communs. La question de la solidarité internationale, c'est la question de la coopération étroite entre les composantes nationales du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est le problème de l'interaction entre le développement de la lutte des classes, par exemple en Pologne, en Union soviétique et en Grande-Bretagne.

10. La socialisation. La condition incontournable pour la libération de la classe ouvrière, c'est qu'elle mette elle-même en place le fondement économique de sa liberté, à savoir la socialisation, en dehors de l'Etat et dans le cadre d'un système d'autogestion ouvrière, des moyens de production aujourd'hui étatisés. C'est ainsi que la classe ouvrière s'assurera la garantie matérielle de la réalisation de ses intérêts, ainsi que celle des intérêts justifiés des autres groupes sociaux. Le but du mouvement ouvrier révolutionnaire, découlant de l'essence même des



rapports sociaux contre lesquels il s'insurge est non pas la reprivatization ou l'autonomisation de la propriété étatique, mais sa socialisation réelle. Nous considérons la prise du pouvoir politique comme l'instrument servant à la classe ouvrière à obtenir et à s'approprier le pouvoir économique.

### L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Le travail commun des militants ouvriers radicaux en vue de constituer une opposition ouvrière à la bureaucratie est d'une importance primordiale pour l'élaboration d'un programme du mouvement ouvrier polonais, et pour gagner des appuis à la lutte révolutionnaire visant à instaurer un système autogestionnaire, la République autogérée au plein sens du terme. En établissant une coordination entre les organisations, ou à l'avenir en construisant des partis révolutionnaires, nous ne nous opposons pas au mouvement ouvrier dans son sens large. Au contraire, nous voulons que le courant révolutionnaire, qui est une composante de ce mouvement, se consolide dans le cadre de ses propres structures, afin de pouvoir mieux contribuer au développement d'un mouvement ouvrier massif et indépendant. De là découle la signification essentielle de cette plateforme : la victoire des travailleurs polonais dépend en premier lieu de l'adoption d'une stratégie de lutte révolutionnaire contre la bureaucratie. Dans la pratique, la voie vers l'autogestion sociale doit s'appuyer sur une identité politique révolutionnaire des ouvriers et passe par la prise de conscience de ces derniers de leurs intérêts socio-économiques et par l'indépendance des institutions politico-organisationnelles de la classe ouvrière. C'est pourquoi, il est de la responsabilité de ceux qui partagent les idées exprimées dans cette plateforme d'unifier leurs forces dans la lutte pour notre cause commune.

*Wolny Robotnik* (L'ouvrier libre),  
numéro 30, juin 1985.

## Pour une action au sein des conseils ouvriers

**L**E texte que nous publions ci-dessous, extrait du journal *Front Robotniczy*, traite de la question de l'utilisation tactique, par des militants dont le but reste le renversement du pouvoir bureaucratique, des conseils ouvriers qui font partie du système officiel de gestion des entreprises. Il s'agit d'un aspect important du débat dans le mouvement social polonais sur l'opportunité et les objectifs d'une telle participation des militants antibureaucratiques à des structures officielles. ■

Sur la carte politique polonaise nous occupons une place qu'on peut qualifier d'extrême, celle de la gauche révolutionnaire. Cependant notre conception de l'Etat, du système social et des rapports sociaux n'est qu'une parmi les nombreuses conceptions en présence. On ne compte plus les programmes et les manifestes qui paraissent clandestinement. Ce sont certes des questions importantes, mais dans l'immédiat, ce qui importe avant tout, c'est de dire quelles sont les actions réalisables aujourd'hui qui correspondent aux buts généraux qu'on se fixe. Et il serait bon que tous les auteurs des programmes apportent une réponse à cette question.

L'approche maximaliste du « tout ou rien » n'est que la manifestation d'une attitude de rêveur en politique, du refus de prendre en compte la réalité. Nous pensons qu'il est possible aujourd'hui d'agir pour la socialisation de l'Etat polonais comme d'autres Etats et nous appuyons toute activité allant dans ce sens. L'activité dans les conseils ouvriers rentre dans ce cadre. Certes, ces conseils sont aujourd'hui bridés et l'action en leur sein se heurte rapidement à des limites. Mais même dans cette situation, ils peuvent remplir un certain nombre de tâches qui sont importantes à nos yeux :

— aider les travailleurs à prendre conscience de qui est le propriétaire légitime des moyens de production ;

— préparer les travailleurs en vue de la prise de la totalité du pouvoir dans l'entreprise par le biais de la cogestion ;

— servir d'école de démocratie, si l'élection de ces conseils est bien préparée.

L'action des militants ouvriers authentiques dans les conseils ouvriers peut avoir également d'autres effets, ne serait-ce que le développement du sentiment de sécurité chez les travailleurs. Mais ces effets sont difficiles à mesurer et il n'est donc pas aisé de les décrire.

Là où l'élection des conseils ouvriers n'a pas été boycottée mais où au contraire les militants syndicaux ont décidé de se servir de ce moyen d'action, ce sont en général des travailleurs jouissant de la confiance de leurs camarades — le plus souvent d'anciens animateurs de Solidarité — qui ont été élus à ces conseils. Il en est ainsi dans l'usine automobile FSO à Varsovie (où sont fabriquées les voitures Fiat 125p et Polonez, ndlr.). Dans cette

entreprise, les nouveaux syndicats mis en place par le pouvoir ne regroupent que 10 % des employés. Et encore l'immense majorité de leurs adhérents — 80 % — sont des cadres. Cela peut être mis à l'actif du conseil ouvrier, dont l'activité contribue à réduire au minimum le terrain que peuvent occuper ces syndicats à la botte du pouvoir. Dans un des départements de FSO, où 1 400 personnes sont employées, 50 seulement ont adhéré au nouveau syndicat.

Le conseil ouvrier de FSO utilise toutes les possibilités d'action et de négociation que lui donne la loi. Et cela dès sa mise en place, c'est-à-dire y compris dans l'organisation démocratique de son élection. Le résultat est là : dans certains départements de FSO tous les anciens dirigeants syndicaux de Solidarité ont été élus membres du conseil. En marge, notons que dans une autre entreprise de la capitale — l'aciérie *Huta Warszawa* — les travailleurs ont réussi à imposer que les bulletins de vote pour l'élection au conseil mentionnent l'appartenance organisationnelle des candidats, ce qui facilitait grandement le choix des électeurs...

Le conseil peut également agir sur le montant et la répartition du fonds social, du fonds pour le logement et du fonds des salaires. A FSO, il surveille que les logements soient attribués en fonction de critères justes. Il a également pu faire modifier le système d'attribution des bons qui permettent d'obtenir des voitures sans passer par le réseau public de distribution (et donc sans attendre plusieurs années après avoir versé la somme pour obtenir la voiture, ndlr.) Cette modification vise également à éliminer les injustices criantes. C'est d'ailleurs un cas intéressant, car le conseil n'est pas légalement autorisé à s'occuper de l'attribution de ces bons. Mais en négociant avec le directeur, il a été possible de lui faire comprendre que s'il n'accepte pas ce projet, le conseil pourra s'opposer à lui dans un autre domaine, dans lequel le directeur ne peut légalement se passer de son feu vert. Donnant, donnant.

Une telle diplomatie permet donc des incursions du conseil sur des terrains qui lui échappent légalement. A FSO le conseil a pu également faire modifier le système d'attribution des allocations-vacances. Auparavant seuls ceux qui profitaient des centres de vacances gérés par

le Fonds des vacances pour les travailleurs (FWP) pouvaient prétendre à l'allocation. Dorénavant chaque travailleur de FSO touche en période estivale une prime dont il peut faire ce qu'il voudra.

Un certain savoir-faire est parfois nécessaire pour régler les diverses questions de façon à préserver au mieux les intérêts des travailleurs. Par exemple, si c'est le conseil qui détermine les règles qui régissent l'attribution des primes, c'est le directeur qui les attribue. Afin d'empêcher que la direction ne se serve des primes pour récompenser les plus serviles, le conseil ouvrier de FSO a donc déterminé des règles si strictes que seuls les travailleurs qui ont réellement contribué à l'augmentation de la production dans l'usine peuvent se les voir attribuer.

Pour ce qui est du fonds des salaires, le conseil doit employer une autre méthode. Ce fonds est déterminé par la direction, mais il doit être approuvé par le conseil ouvrier. Il suffit donc de rejeter les diverses variantes jusqu'à ce que, de guerre lasse, la direction fasse des concessions. Etant donné que le texte de loi qui régit l'activité des conseils contient le terme « conflit », le conseil peut s'en prendre à la direction sans tomber sous le coup de l'accusation de subversion ou d'activités anti-Etat.

De plus, en s'appuyant sur certains paragraphes du statut du conseil, il est possible de protéger les travailleurs dont la direction voudrait se défaire. Il suffit pour cela qu'ils soient élus membres du conseil. Et si le conseil a une structure à deux niveaux (conseils de départements et conseil central d'entreprise) comme c'est le cas à FSO et dans de nombreuses grandes usines, il est possible de protéger un militant en l'élisant une fois au conseil du département et une autre fois au conseil central et ainsi de suite, durant des années. Cela rend beaucoup plus difficile toute tentative de le licencier. Par ailleurs, le conseil ouvrier de FSO noue des liens avec d'autres conseils dans d'autres entreprises, tant à Varsovie qu'en province, en leur apportant aide et expérience.

Comparées à nos buts révolutionnaires, les activités des conseils, telles qu'elles sont présentées ici, semblent limitées. Mais le conseil ouvrier, parce qu'il constitue (si son élection respecte un minimum de critères démocratiques) une représentation authentique des travailleurs, est un grain de sable dans l'engrenage de la machine bureaucratique. Il permet d'apprendre à gérer l'entreprise, d'apprendre la démocratie, de faire prendre conscience aux travailleurs que les machines, les matières premières et les produits sont leur propriété. Le travail au sein d'un conseil, s'il est sérieusement pris en charge, peut devenir une excellente école pour demain. Car lorsque viendra le temps d'une grève active nationale, les cadres ouvriers capables de prendre en main la production et la distribution en dehors des rouages bureaucratiques seront justement issus de ces conseils. ■

Extrait de *Front Robotniczy*,  
numéro 5-6, février 1985.

## Sur l'élection d'hommes de confiance

**N**OUS reproduisons ci-dessous un article repris du journal *Wolny Robotnik*, qui traite, comme le précédent, d'un problème tactique de l'action dans les entreprises des militants antibureaucratiques. Mais, à la différence du texte précédent, il ne s'agit pas de se servir d'une institution du régime, comme celle des conseils ouvriers, mais de l'élection d'«hommes de confiance», ce qui n'est ni prévu ni interdit par la loi. Le statut de ces représentants des travailleurs dépend donc du rapport de forces qui peut être créé entre ces derniers et la direction de l'entreprise. ■

Un homme de confiance, représentant direct et démocratiquement élu de ses camarades, jouissant de leur confiance et donc par là même d'une autorité dans l'entreprise peut contribuer à limiter l'arbitraire de l'employeur. Il peut également contribuer à ce que les ouvriers maîtrisent mieux le processus de travail. Car il sera leur représentant authentique, élu de manière indépendante. Et il sera d'autant plus crédible, qu'il a les mêmes problèmes que tous les autres travailleurs, qu'il est ancré parmi eux quotidiennement et pourra être contrôlé par eux chaque jour.

Pour que tout cela puisse fonctionner et pour que le mandat soit clair, il faudrait fonder une telle institution sur trois documents qui prendraient la forme d'un accord social indépendant au sein du groupe de travailleurs. Il s'agirait de :

— un mandat écrit et limité dans le temps pour celui qui se chargera de la fonction d'homme de confiance, signé par tous les mandataires ;

— une déclaration écrite du mandataire stipulant qu'il accepte la fonction qui lui est confiée, de représenter chacun de ses camarades-électeurs, en autant d'exemplaires qu'il y a de travailleurs dans le groupe afin que chacun puisse avoir un exemplaire pour lui ;

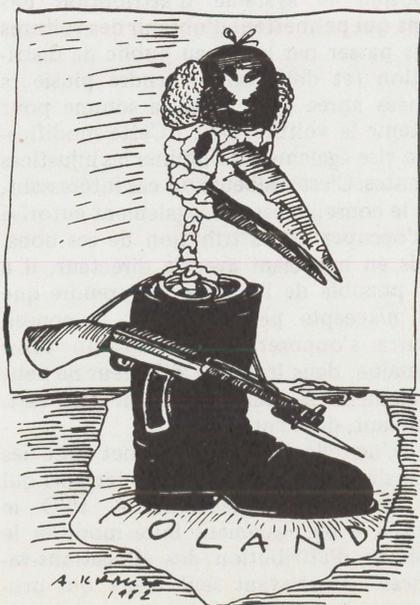
— une lettre de démission de chacun des travailleurs, ainsi qu'une lettre collective de tous, avec un espace libre pour y inscrire la date, de manière à assurer la solidarité avec l'élu en cas de répression contre lui de la part de la direction ou de la police politique.

A ces documents devraient être joints le protocole de l'assemblée électorale stipulant les buts que se donne l'institution ainsi mise en place.

Dans un premier temps, avant que l'initiative ne se généralise dans l'entreprise (ou dans un groupe d'entreprises), l'homme de confiance pourrait garder l'anonymat et agir pour que son exemple soit suivi dans d'autres ateliers et départements de l'entreprise. Car pour pouvoir dépasser la peur de la répression, il est indispensable que des hommes de confiance apparaissent dans toute l'entreprise, que l'exemple se généralise à d'autres entreprises. Mais une fois généralisée, l'élection d'hommes de confiance permettra de gé-

nerer dans l'entreprise une force sociale et morale non négligeable. Car les divers hommes de confiance devront par la force des choses nouer des liens entre eux et coopérer. Dans ce cas, ils deviendront de fait un élément de contrôle ouvrier. Ils constitueront une authentique représentation du salariat face à la bourgeoisie d'Etat au niveau de l'entreprise. Ils pourront limiter de façon efficace l'arrogance et l'arbitraire des petits chefs, contremaîtres etc.

Les activités individuelles et communes des hommes de confiance pourraient consister en pétitions, plaintes etc. formes d'action prévues par la loi. Leur statut ne sera pas légal, car la loi ne prévoit pas de telles institutions, mais ne serait pas non plus illégal, la loi n'interdisant pas de telles activités. Leurs actions n'aurait bien évidemment pas pour but le renversement du régime, mais viserait à rendre les travailleurs conscients de leurs droits et de leur situation, à présenter clairement les « pour » et les « contre » de telle ou telle modification de cette situation — par exemple dans l'immédiat les avantages et les inconvénients des nouveaux systèmes de salaires. Car une telle conscience collective des intérêts communs est toujours le premier fondement de toute action collective.



Cette institution, si elle se généralisait, pourrait devenir un moyen d'expression décentralisée des opinions des travailleurs et une forme de matérialisation des tensions au sein de l'entreprise. Elle serait également le chaînon élémentaire de l'autogestion à venir, chaînon qu'il est possible de fixer dès maintenant. Elle serait une parcelle de notre propre indépendance et de notre propre autogestion, ô combien différente de celles décrétées par la bourgeoisie d'Etat, car issue des fondements mêmes de l'organisation du travail, des groupes de travailleurs de brigades, des ateliers, des départements et d'établissements. Si l'autogestion se développe à partir de ce niveau, ce sera un signal pour nous-mêmes que nous sommes prêts à nous autogérer. Une telle institution permettrait également aux travailleurs salariés de se doter de leur propre représentation sociale, qui serait une direction potentielle au niveau élémentaire, ce qui sera certainement important dans le cas par exemple d'une grève.

Il existe dès aujourd'hui des entreprises dans lesquelles la solidarité authentique et l'unité combative des travailleurs font que la direction, en particulier au niveau élémentaire, ne peut agir sans l'accord, du moins tacite, des travailleurs qui jouissent de l'estime et de la confiance de leurs camarades. La répression policière est sans effet, car il n'existe pas de structure formelle, les « dirigeants » ne mènent pas d'activité clandestine, mais le collectif ouvrier respecte leur avis et leurs opinions. En conséquence, la direction devient dépendante de ces dirigeants ouvriers, elle doit les consulter avant d'agir, négocier avec eux et obtenir leur accord. Et c'est déjà un pas vers une reconnaissance formelle de telles structures et de tels dirigeants. Il est clair que dans ces conditions il devient plus facile de développer l'activité syndicale clandestine, de collecter les cotisations, de distribuer les tracts et les journaux, de chasser les collabos etc.

De tels dirigeants informels pourraient jouer dans l'atelier un rôle semblable à celui que joue aujourd'hui Lech Walesa à l'échelle du pays (en espérant qu'ils le feront mieux et de manière plus efficace) ; la direction de l'entreprise devra les craindre et les structures clandestines du syndicat devront les protéger.

Tous les problèmes de l'entreprise — la sécurité du travail, l'hygiène, les salaires — doivent devenir de la sorte des préoccupations des groupes informels constitués autour d'un dirigeant reconnu comme homme de confiance. Avec le temps, cet axe s'élargira naturellement des questions sociales immédiates à d'autres problèmes, du terrain économique au terrain politique — ce qui est inéluctable dans la perspective de la lutte de classe des ouvriers et de l'intelligentsia contre la bourgeoisie étatique.

Travailleurs salariés, auto-organisez-vous ! ■

Extrait de *Wolny Robotnik*,  
numéro 27, février 1985.

# Un an après les élections

## "made in USA"

### Pourrissement de la situation

Il y a un an, les Etats-Unis avaient au moins atteint un de leurs objectifs à Grenade, à savoir la mise sur pied d'un parti pro-américain, le Nouveau parti national (NNP) qui remporta les élections du 3 décembre 1984 (1). C'était là la seule réussite dont ils pouvaient se vanter depuis l'invasion de l'île en octobre 1983. Pour le reste, la situation n'était guère brillante de leur point de vue. L'économie allait de mal en pis. Les syndicats progressistes n'avaient pu être détruits. Le

souvenir de Maurice Bishop restait vivant et un nouveau parti, le Mouvement patriotique Maurice Bishop (MBPM), reprenait ses idées. Un an plus tard, le gouvernement est menacé d'une grave crise et le NNP pourrait bien éclater dans les mois qui viennent. Dans l'article qui suit, nous essayons de présenter les forces en présence et d'analyser l'évolution de la situation à Grenade depuis décembre 1984. ■

Arthur MAHON

Le NNP est issu de la fusion de trois partis, dont le seul point commun était l'allégeance faite aux Etats-Unis. Le premier, le Parti national de Grenade (GNP), était dirigé par Herbert Blaize, un vieux politicien conservateur, qui allait devenir une nouvelle fois Premier ministre. Le second, le Mouvement démocratique de Grenade (GDM), avait été fondé par Francis Alexis, un universitaire qui, sous le régime de Maurice Bishop de 1979 à 1983, vivait en exil et travaillait déjà avec la CIA à la « restauration de la démocratie » à Grenade. Le dernier, le Parti démocratique national (NDP), fut créé après l'invasion par George Brizan, qui avait été autrefois associé au New Jewel Movement (NJM) de Maurice Bishop et collabora avec le gouvernement révolutionnaire. Sans la pression insistante des Etats-Unis et la crainte de voir l'ancien dictateur Eric Gairy gagner les élections, cette coalition hétéroclite n'aurait sans doute jamais vu le jour.

#### LE NNP EN CRISE

Dès le lendemain des élections, des tensions ont commencé à se manifester au sein du gouvernement. Et, depuis, ses adversaires n'ont cessé de reprocher à Herbert Blaize ses méthodes autocratiques. N'ayant confiance qu'en ses proches, il leur a réservé tous les postes ministériels clés. En un an, il n'a réuni que deux fois le Parlement, alors que le NNP y détient tous les sièges sauf un. Des gens de sa famille ont été nommés à des postes diplomatiques. Gérer une situation délicate et inédite comme celle de Grenade nécessite des qualités particulières et Herbert Blaize n'est guère à la hauteur de la situation, outre le fait qu'il est à moitié impotent et malade. Il avait d'ailleurs été franc au moment des élections. Alors que l'on lui demandait quelle était sa plus grande force, il répondit : « *Je n'ai pas de force. Je suis juste un type ordinaire qui croit en le Seigneur, a confiance en lui et sait qu'il le soutiendra* ».

Blaize est le représentant typique des couches possédantes traditionnelles de Grenade, qui ont toujours vécu en parasites, et qui après avoir été planteurs ont investi dans le commerce. Incapable de prendre des initiatives, Blaize s'en remet entièrement aux Américains. Lors de la venue du vice-président Bush à Grenade, au printemps 1985, il le supplia de laisser en place les troupes d'occupation. Il demandait un « plan Marshall » pour Grenade de 500 millions de dollars, somme totalement irréaliste, et une telle demande ne pouvait que le discréditer. Après le départ des troupes américaines en juin 1985, lui et ses proches, agissant par-dessus la tête des autres ministres ont commencé à utiliser à tort et à travers la force paramilitaire d'élite entraînée par les Etats-Unis, que ce soit pour fermer brutalement une station de radio, réprimer des vendeurs ou bien brûler les habitations de jeunes fumeurs de marijuana. Ces actions ont soulevé de vives protestations dans la population.

Les Etats-Unis sont conscients que de telles attitudes sont révélatrices de la faiblesse de Blaize et accélèrent l'usure de son régime. Il est clair qu'ils souhaitent le remplacement de Blaize par Francis Alexis, un homme dynamique, qui avec son compère Keith Mitchell, saurait bien mieux que Blaize défendre les intérêts à long terme des Etats-Unis. Et, de fait, depuis quelques mois, malgré leurs dénégations, les partisans d'Alexis essayent de miner le pouvoir de Blaize. En mai, ils ont fait savoir discrètement que le bras droit du Premier ministre avait transmis de la part des Etats-Unis d'importantes sommes d'argent à des responsables du ministère de la Justice afin d'accélérer l'extradition du syndicaliste Chester Humphrey (voir encart). Et au mois de juillet, ils ont fait une première tentative pour déplacer Blaize de son poste de Premier ministre. En même temps, ils taxent en privé George Brizan de « communiste ». Certains observateurs prédisent que d'ici deux mois, Francis Alexis sera Premier ministre et que George Brizan formera un parti d'opposition.

Le NNP avait remporté les élections avec 59 % des voix. Un an plus tard, le gouvernement apparaît aux yeux de la majorité des Grenadiens comme incapable et corrompu. Si les méthodes de Blaize ont accéléré le discrédit du régime, elles ne l'expliquent pas à elles seules. Plus fondamental est le fait que le gouvernement ne pouvait pas résoudre les problèmes brûlants qui se posent à la population, en premier lieu celui du sous-emploi. Le taux de chômage, qui était de 12 % en 1983, avoisine maintenant 40 %. En outre, beaucoup de gens qui ont un emploi ne travaillent souvent que deux ou trois jours par semaine.

#### LA SITUATION ÉCONOMIQUE EMPIRE

On a certes assisté à la multiplication des magnétoscopes, des motos et des voitures japonaises, entrés sans droit de douane, ou dans les bagages des soldats nord-américains. Mais cela ne compense pas la hausse du chômage, l'augmentation des prix et la disparition des programmes sociaux mis en place sous la révolution. Il n'y a plus qu'un seul dentiste à Grenade et pourtant les autorités refusent de donner du travail aux jeunes qui reviennent de Cuba après avoir fini leurs études dentaires. C'est à la campagne que l'on souffre le plus de cette situation et les jeunes y sont nombreux à monter dans les collines pour cultiver un peu de marijuana. La cocaïne et la prostitution se sont répandues avec la présence des soldats nord-américains et les cambriolages sont devenus courants. La jeunesse est sans espoir, et il est particulièrement

1. Sur la situation avant et après les élections de décembre 1984, voir les articles de Laurent Beaulieu dans *Inprecor* numéro 184 du 19 novembre 1984 et de Steve Roberts dans *Inprecor* numéro 188 du 21 janvier 1985. Sur l'expérience révolutionnaire à Grenade et la crise qui amena au meurtre de Bishop et à l'invasion américaine, voir notamment la résolution du secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, publiée dans *Inprecor* numéro 175 du 11 juin 1984.

significatif du pourrissement actuel de la situation que le taux de réussite aux examens ait diminué de près de la moitié en deux ans.

Appliquant la politique économique libérale prônée par Reagan, le gouvernement continue le démantèlement du secteur public mis en place sous Bishop et qui était devenu le moteur de l'économie. C'est ainsi qu'il a récemment loué à une entreprise privée, au prix de 0,6 dollar la chambre par jour, l'ancien Holiday Inn, qui avait été acheté sous Bishop. Le gouvernement espérait que des investisseurs étrangers allaient redonner vie à l'économie. Mais ces espoirs ont été cruellement déçus. « *C'est une triste histoire* », devait conclure Blaize lorsque l'entreprise nord-américaine Ingle Toys ferma ses portes quelques mois après avoir reçu des milliers de dollars de subventions de la part du gouvernement nord-américain. En effet, une triste histoire et qui s'est répétée depuis.

Le gouvernement américain n'avait pas lésiné sur les moyens pour convaincre des chefs d'entreprise de venir investir à Grenade. Mais les seuls qui s'y soient précipités se sont contentés de spéculer sur le terrain. Il est vrai que par rapport à d'autres Etats des Caraïbes, Grenade présente beaucoup de traits négatifs pour un investisseur ; cette île a un passé chargé, c'est le moins qu'on puisse dire, le gouvernement est faible, la jeunesse encore rebelle, les syndicats loin d'être tous domestiqués. L'infrastructure est carente, notamment pour ce qui est de l'alimentation électrique, l'industrialisation est très récente et très faible, le marché intérieur est pour le moins réduit, et, en outre, c'est l'île la plus éloignée des Etats-Unis. Devant cet échec, la politique nord-américaine consiste plutôt aujourd'hui à inciter les Grenadiens, nombreux à Brooklyn, à créer de petites entreprises dans leur pays d'origine.

C'est la France qui, dans les derniers mois, a manifesté le plus d'intérêt pour Grenade. Une entreprise française basée en Floride, le Groupe international du Transport et de l'Industrie Pétrolière, est en train de construire un hôtel luxueux de 700 chambres et va aider Grenade à mettre sur pied une compagnie aérienne nationale, dont elle aura le contrôle. Le ministre Keith Mitchell a effectué en septembre un voyage en France. Et le gouvernement français se serait engagé à prendre part à des forages pour rechercher du pétrole dans les eaux grenadiennes, ainsi qu'à installer une centrale hydroélectrique et un central téléphonique moderne.

Selon les termes d'un dirigeant du Mouvement patriotique Maurice Bishop, le gouvernement, incapable de créer des emplois productifs se contente des tâches d'un gouvernement colonial ; à savoir « *boucher les nids de poule sur les routes et collecter les impôts* ». Une grande partie de l'aide américaine est en effet employée à la réfection des routes. Cela permet d'employer quelques milliers de personnes, qui travaillent dans des condi-

## Solidarité avec Chester Humphrey

Le 11 novembre, le dirigeant syndical Chester Humphrey était toujours en grève de la faim (cf *Inprecor* du 4 novembre 1985). Transporté à l'hôpital, il refusait tout traitement médical tant qu'il porterait des menottes et qu'il ne pourrait pas recevoir régulièrement son avocat et sa famille. Une décision définitive concernant son extradition vers les Etats-Unis devait être prise par une Cour d'appel le 25 novembre. Des télégrammes de protestation peuvent être envoyés à : Prime Minister's Offices, St George's, Grenada. ■

tions primitives, les usines d'asphalte et de concassage de pierres ayant été fermées ou vendues. Depuis l'invasion, les Etats-Unis n'ont donné que 8 millions de dollars chaque année. Et les nombreuses personnes qui avaient voté pour le NNP en espérant faire ainsi affluer les dollars américains sont amèrement déçues.

### RETOUR EN FORCE DE GAIRY ET CROISSANCE DU MBPM

Il n'y a pas aujourd'hui de force à Grenade qui ait attiré à elle les gens qui se sont écartés du NNP. Deux mouvements essayent cependant d'occuper la place laissée libre par le NNP et ont vu leur audience progresser depuis un an. Il s'agit d'une part du Parti travailliste unifié de Grenade (GULP) de l'ancien dictateur Eric Gairy, évincé du pouvoir par la révolution de mars 1979, qui obtint 36 % des voix aux élections, et d'autre part du MBPM, qui fut crédité de 5 % des voix, bien qu'en réalité il en ait obtenu davantage.

Eric Gairy possède deux atouts majeurs. D'une part, il dirigea au début des années 1950 un grand mouvement de grève des ouvriers agricoles qui prit un tour insurrectionnel. Emprisonné à cette occasion, il fut le premier dirigeant qui apparut aux yeux des paysans grenadiens comme leur représentant face aux hommes des villes liés aux planteurs et aux colons. Et la population grenadienne reste aujourd'hui encore en grande majorité agricole. D'autre part, Gairy reste un habile démagogue, doué d'un charisme incontestable. Sa base sociale se trouve dans les couches les plus pauvres et aussi les plus frustes, souvent analphabètes. Depuis un an, il a travaillé à consolider et étendre son influence. Il est allé « sur le terrain », ce qu'il n'avait pas encore fait depuis son retour dans l'île, et a tenu plusieurs meetings réussis. Il a recréé son syndicat, surtout implanté chez les ouvriers agricoles. Et en octobre, il a lancé une grève sur les plantations pour revendiquer une augmentation de salaire. Le mouvement fut d'abord suivi à 55 %, mais après que le gouvernement ait menacé de licencier les ouvriers en grève, il s'effilocha rapidement.

Eric Gairy a, par contre, peu de succès dans la jeunesse, qui forme la moitié de la population. Ayant vécu la plus grande part de leur vie consciente sous le régime révolutionnaire, les adolescents se

tournent plus volontiers vers le MBPM, qui a lancé au mois de mai l'Organisation de jeunesse Maurice Bishop. Et lors d'un meeting organisé récemment pour rendre hommage aux martyrs du 19 octobre 1983, la moyenne d'âge des 1 500 participants ne dépassait guère la vingtaine d'années.

Les révolutionnaires grenadiens étaient sortis presque totalement isolés de la crise d'octobre 1983. Ils avaient recréé des liens avec la population à travers les activités de la Fondation Maurice Bishop, dont le but est de faire en sorte que le souvenir et l'œuvre de Maurice Bishop et de ses compagnons se perpétuent. Puis, ils avaient lancé d'abord le journal *Indies Times* et ensuite le MBPM. Celui-ci se réduisait à une poignée de militants lorsque commença la campagne électorale. Leur participation aux élections leur permit de se tremper à nouveau dans une campagne politique de masse et de se présenter dans les villages avec un manifeste et des propositions. A l'issue des élections existait un nouveau parti qui revendique aujourd'hui une centaine de membres, ce qui n'est pas négligeable pour un pays de 110 000 habitants.

Le MBPM travaille sous la pression constante des services de renseignement mis en place par les Etats-Unis. A Washington, Herbert Blaize n'a pas caché sa volonté de réprimer les révolutionnaires : « *Vous ne pouvez pas faire disparaître ces gens avec seulement une mission de sauvetage* », déclarait-il, faisant référence à l'invasion nord-américaine. Le ministre de l'Education a déclaré que les passeports des dirigeants du MBPM leur seraient retirés, ce qui est déjà le cas pour Einstein Louison.

Le MBPM souffre de trois autres handicaps. Le premier, et peut-être le principal, est ce que Georges Louison, un des dirigeants du parti, expliquait dans une interview en février 1985 : « *Si Maurice Bishop avait été vivant, nous aurions remporté les élections haut la main. Mais nous portions sur nous l'héritage des événements d'octobre 1983 : le meurtre de Maurice le 19, l'invasion US le 25. Les gens disaient qu'ils avaient donné tout ce qu'ils avaient à un parti, à une révolution et au développement de la nation. L'effondrement de la révolution a ébranlé leur foi. Par conséquent, ils ont perdu confiance, ils ont perdu espoir, et c'est cela qu'il s'agit de reconstruire* » (2). La crise de confiance dans le mouvement progressiste qui a suivi la crise d'octobre 1983, ne

pourra être surmontée avant que Grenade ne traverse de nouvelles expériences importantes.

Le second obstacle qui empêche le MBPM de tirer parti de toutes les opportunités existant actuellement est son manque de cadres. Des vingt membres du comité central du New Jewel Movement de 1979, deux seulement sont membres du MBPM. Les autres ont été tués ou sont en prison attendant le début de leur procès consécutif au meurtre de Maurice Bishop. Tirant les leçons de l'échec du NJM, qui était un parti quasi secret, les dirigeants du MBPM ont largement ouvert les portes de leur parti et mis l'accent cette année sur le développement de la démocratie interne. Mais le manque de cadres est un frein à ce processus.

Le troisième obstacle est le fait que le MBPM est un parti pauvre, qui ne bénéficie pas comme les autres de l'aide d'une fraction de la bourgeoisie. Il a ainsi le plus grand mal à publier toutes les semaines son journal et il n'a pas la possibilité d'en imprimer suffisamment d'exemplaires. La solidarité internationale est d'autant plus nécessaire et d'autant plus urgente.

#### LA MILITARISATION DE LA RÉGION

Le MBPM vise à devenir le parti majoritaire chez les travailleurs, comme l'était le NJM à la veille de la révolution de mars 1979. Et il est conscient qu'il lui faudra pour cela disputer à Gairy sa base sociale. Mais les Etats-Unis ne sont pas prêts à laisser se répéter l'Histoire et à accepter qu'un gouvernement allié soit renversé en quelques heures, que ce soit à Grenade ou ailleurs dans les Caraïbes. Ils ont retiré leurs troupes de Grenade, car cela coûtait cher, était inutile et politiquement négatif. Mais ils ne l'ont fait qu'après avoir mis en place une police forte de 600 hommes, et surtout une force paramilitaire très bien équipée qui compte 80 personnes.

Ils ont fait de même dans plusieurs îles et ces unités sont intégrées dans un système régional de sécurité, dont le commandement se trouve à la Barbade. Aux côtés de troupes nord-américaines et britanniques, elles ont participé en septembre à des exercices sur l'île de Sainte-Lucie. Le thème en était l'invasion d'une île tombée sous le contrôle d'insurgés soutenus par des Etats marxistes léninistes nommés « Carumba » (Cuba) et « Nigaro » (Nicaragua). De tels exercices sont prévus dans toutes les îles, ce qui permettra aux troupes nord-américaines de mieux connaître le terrain que lors de l'invasion de Grenade. Faute de succès sur le plan politique et économique à Grenade depuis un an, les Etats-Unis se rattrapent dans le domaine militaire, la seule valeur encore sûre. ■

Arthur MAHON,  
le 11 novembre 1985.

## GRANDE-BRETAGNE

# Les conséquences de la défaite des mineurs

**H**UIT mois après la fin de leur grève historique, les mineurs britanniques continuent à payer le prix de leur défaite. Leur nombre, qui était de 172 000 au début de la grève, a été réduit de 16 000 suite aux licenciements économiques et ce n'est qu'un début. Des motions ont été adoptées par les congrès annuels du Parti travailliste et de la Confédération des syndicats (TUC) demandant qu'un futur gouvernement travailliste réexamine le cas de tous les mineurs emprisonnés et licenciés pour fait de grève et rembourse tout l'argent qui a été pris au Syndicat national des mineurs (NUM). Mais aujourd'hui 600 mineurs restent licenciés pour leurs activités syndicales et 60 sont en prison. Plus grave encore, le NUM a subi une scission par la création du Syndicat des mineurs démocratiques (UDM). Cette scission, qui a été totalement soutenue par les patrons de l'industrie du charbon, constitue une menace de taille non seulement pour le NUM mais aussi pour l'unité du mouvement ouvrier britannique dans son ensemble.

Steve ROBERTS

Depuis la fin de la grève, l'Office national des charbonnages (NCB) a sans relâche poussé plus loin ses attaques, annonçant son intention de fermer 29 puits, ce qui entraînera une baisse de la production de 10 millions de tonnes et 23 000 suppressions d'emplois. Le regroupement de certains puits va probablement signifier une perte supplémentaire de 1 500 000 tonnes dans la capacité de production. Ces mesures correspondent approximativement au triple des réductions annoncées en mars 1984, et qui ont été à l'origine de la grève.

#### UNE OFFENSIVE PATRONALE TOUS AZIMUTS

D'après Andrew Glyn, un économiste qui a servi comme conseiller au NUM dans la lutte contre les fermetures de puits, ce serait commettre une grosse erreur que de croire à la stabilisation de l'industrie au cas où ces fermetures seraient acceptées par les mineurs. Ecrivant dans le journal *Militant*, organe d'un des courants marxistes du Parti travailliste, Glyn prévoit que les fermetures et la recherche de l'amélioration de la productivité dans les puits pourraient faire passer le nombre de mineurs de 180 000 d'avant la grève à 115 000 au début de 1987. Glyn pense qu'il ne s'agit là que du premier pas vers la restructuration d'une industrie qui réalise suffisamment de profits pour en faire une cible tentante à la volonté de privatisation du gouvernement Thatcher.

Les financiers de la Cité de Londres ont déjà réalisé d'énormes profits à l'occasion de la vente des parts gouvernementales dans les télécommunications et se préparent à faire pareil au moment des prochaines ventes de la compagnie aérienne British Airways et des industries nationalisées du gaz et de l'eau. Le 30

octobre, le gouvernement a annoncé de nouvelles ventes de biens de l'Etat, dans le but de compenser une baisse des revenus pétroliers de la Mer du Nord et une augmentation des dépenses publiques.

Glyn signale que les arguments du gouvernement en faveur de la fermeture des puits ne prennent pas en compte le coût du chômage en matière d'indemnités de licenciements et de manque à gagner en impôts. « La fermeture de 60 puits coûterait au gouvernement 900 millions de livres par an », dit-il, « deux fois et demi le montant des subventions nécessaires pour les maintenir en activité ». Mais bien sûr les considérations gouvernementales ne sont pas seulement économiques. Au centre de leur stratégie, se trouve l'objectif de détruire le Syndicat national des mineurs (NUM) et la direction de gauche incarnée par son président, Arthur Scargill.

Depuis la fin de la grève, une série de procès ont menacé d'augmenter le nombre des mineurs qui sont incarcérés pour des peines allant jusqu'à l'emprisonnement à vie. Mais dans la plupart des cas, ces procès se sont terminés par l'acquiescement des accusés, car les preuves fabriquées par la police ont volé en éclats, notamment en ce qui concerne la série de procès liés au piquet de masse du dépôt de coke d'Orgreave en mai 1984. Pourtant, les mineurs Dean Hancock et Russell Shankland ont été jugés et condamnés pour meurtre après la mort accidentelle d'un chauffeur de taxi qui conduisait des jaunes au travail. Par la suite, le chef d'accusation a été modifié en homicide involontaire et les peines ont été réduites. Le but de ces procès est d'essayer de casser la combativité des piquets formés majoritairement de jeunes et des militants syndicaux actifs qui forment la principale base de Scargill dans le syndicat.

La menace la plus grave qui pèse sur le syndicat est celle qui met en cause

2. Cette interview a été publiée dans *Africa* numéro 15 de mars 1985.



Manifestation de soutien pendant la grève des mineurs. (DR)

son existence même. Le 19 octobre, les mineurs de Nottinghamshire et de Derbyshire du Sud ont voté en faveur du retrait du NUM. Dans le Nottinghamshire, le résultat du vote était de 17 750 pour le syndicat séparatiste de l'UDM et de 6 792 contre. Dans le Derbyshire du Sud 1 286 ont voté pour la séparation et 1 260 contre. Dans la région de Durham, un groupe de mineurs plus petit a voté à 90 % pour rejoindre la scission. Les 72 % obtenus pour la scission dans la région de Nottinghamshire ont contredit les estimations des dirigeants du NUM qui prévoyaient un scrutin plus serré, bien que le pourcentage obtenu corresponde au pourcentage de ceux qui étaient contre la grève en mars 1984. Cependant, dans le Leicestershire, autre région qui avait été majoritairement contre la grève, les mineurs ont refusé de s'affilier à l'UDM.

Mais, l'UDM n'a pas l'intention de limiter son action aux endroits où il est majoritaire. Le projet de sa direction est de construire un syndicat alternatif au NUM au niveau national. Cela s'est confirmé après le vote du puits de Agercroft dans le Lancashire, où la production a continué lors de la grève et où les mineurs ont voté en faveur de la sortie du NUM par 325 contre 190. Des consultations similaires vont être organisées dans d'autres puits.

Le nouveau syndicat jaune bénéficie du soutien total du NCB. A la veille du référendum dans le Nottinghamshire, les employeurs ont proposé à l'UDM un accord salarial préférentiel prenant ainsi de court la revendication du NUM. L'UDM s'est déclaré favorable au système,

promu par le NCB, qui attribue des primes aux puits ayant une haute productivité. Ce système, combattu par le NUM a eu pour conséquence d'une part, une augmentation des accidents dans les puits, car les mineurs sont tentés d'augmenter la production au détriment des normes de sécurité et, d'autre part, une accentuation de la division entre des régions ayant des conditions géologiques différentes pour l'exploitation du charbon. Deux jours après le référendum, les employeurs ont décidé de ne plus reconnaître le NUM dans le Nottinghamshire. Le syndicat a ainsi perdu tous les droits qu'il avait acquis de haute lutte pour s'organiser dans les puits de la région.

La réponse de Scargill au résultat du référendum a été de déclarer : « *La décision des mineurs du Nottinghamshire et du Derbyshire du Sud aura des conséquences désastreuses. J'appelle tous les mineurs à rester dans le syndicat national. C'est la seule manière d'empêcher la fermeture des puits et la suppression d'emplois tout en protégeant nos salaires et nos conditions de travail* ». Le président du NUM refusa d'appeler l'UDM un syndicat, le traitant simplement d'« organisation séparatiste ». Scargill demanda également à tout le mouvement syndical de boycotter l'UDM et au Parti travailliste d'interdire à tout militant, et surtout à tout député ou conseiller municipal, d'en être membre. De son côté, l'UDM a fait savoir qu'il voulait s'affilier au TUC aussi bien qu'au Parti travailliste.

L'UDM pose un problème délicat au TUC. Cette confédération joue un rôle majeur dans la défaite du NUM, en refu-

sant de faire pression sur les syndicats de l'énergie pour qu'ils soutiennent la grève en refusant d'alimenter les centrales électriques avec du charbon jaune ou des énergies de remplacement. Les bureaucrates du TUC n'ont jamais caché leur forte hostilité à Scargill et à la stratégie combative alternative qu'il représente face à leur propre collaboration avec les patrons et le gouvernement. Mais en même temps, ils craignent que la reconnaissance de l'UDM ne déclenche des mouvements similaires à la base de leurs propres syndicats.

D'un autre côté, si le TUC refuse à l'UDM son droit d'affiliation, cela pourrait augmenter la dynamique de scission à l'intérieur même du TUC. Au dernier congrès du TUC en septembre 1985, une crise importante a éclaté lorsqu'un certain nombre de syndicats, y compris le Syndicat de la métallurgie (AUEW), fort d'un million de membres et le Syndicat des électriciens (EETPU) fort de 400 000 membres déclarèrent qu'ils continueraient à ne pas respecter la politique du TUC en acceptant l'argent que le gouvernement propose aux syndicats qui organisent des consultations de leurs adhérents par correspondance sur leurs affaires internes. Le dirigeant du Syndicat des électriciens, Eric Hammond, chef de file dans le TUC des « nouveaux réalistes », courant de droite du Parti travailliste et du mouvement syndical, menaçait de créer une confédération alternative si des syndicats comme le sien en étaient exclus. Déjà l'UDM a des liens avec l'aile droite du TUC par l'intermédiaire du regroupement syndical *Mainstream*. Les dirigeants

du TUC craignent que l'UDM puisse devenir une composante importante d'une confédération alternative.

## LE DILEMME DE KINNOCK

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le leader du Parti travailliste, Neil Kinnock, est confronté à un problème encore plus délicat. Kinnock a profité du congrès de son parti en octobre 1985 pour lancer une attaque retentissante contre Scargill dans un discours qui a été largement repris par les médias, alors même que le congrès décida de soutenir le NUM dans sa demande à un futur gouvernement travailliste de rembourser le syndicat des amendes et des frais encourus en procès durant la grève et de revoir le cas des mineurs licenciés et emprisonnés. Ce discours représenta le point culminant du virage à droite de la direction Kinnock, qui fut élu à la tête du parti en 1983 avec une image de gauche.

Aucun syndicat ne peut être affilié au Parti travailliste, s'il n'est pas membre du TUC. Mais cela n'a pas empêché certains élus travaillistes d'appuyer l'UDM, d'autant que les circonscriptions de la région de Nottinghamshire sont très disputées et pourraient être décisives lors des élections législatives prévues pour 1987 ou 1988. Déjà deux députés travaillistes ayant des sièges dans la région lui ont accordé leur soutien. Aussi Kinnock essaye-t-il désespérément de s'entendre avec les mineurs du Nottinghamshire sans se mettre à dos ses partisans dans le TUC. Pour l'instant, la solution sur laquelle se sont mis d'accord le TUC et Kinnock est d'essayer d'intégrer le NUM et l'UDM dans une seule fédération. Cependant ce projet sera certainement rejeté par Scargill, qui le considérera à juste titre comme un démembrement de fait du syndicat national. Il n'est pas non plus évident que le dirigeant de l'UDM du Nottinghamshire Roy Lynk soit désireux de faire quoi que ce soit qui le dévie de son objectif avoué d'établir une alternative au NUM.

Le NUM contre-attaque le syndicat scissionniste au niveau de la base. Dans le Nottinghamshire, 4 000 des 7 000 mineurs qui ont voté contre le syndicat jaune se sont engagés à rester membres du NUM. Des sections du NUM sont organisées dans chaque puits. Une organisation similaire à l'UDM, connu sous le nom de syndicat Spencer, d'après le nom de son principal dirigeant, fut créée après la défaite de la grande grève des mineurs en 1926. Il fallut 11 ans pour se débarrasser de Spencer et rétablir un syndicat national unique pour toutes les gueules noires. Peu de mineurs restés fidèles au NUM pensent qu'il sera plus facile de battre l'UDM que Spencer.

Face à ces attaques, Scargill est resté intransigent. Mais l'on ne peut pas dire la même chose de la majorité de la direction nationale du NUM ou de la plupart des puissantes directions régionales dont beaucoup sont contrôlées par le Parti communiste. Depuis la fin de la grève, plusieurs de ces dirigeants ont

attaqué Scargill sur la façon dont il a dirigé cette lutte et plus particulièrement sur son refus d'organiser un référendum et sur ses encouragements aux piquets de masse. Jusqu'à encore très récemment Scargill fut capable de réfuter ceux qui le critiquaient et de diriger la politique du syndicat. Mais au cours d'une réunion le 27 octobre, la direction du NUM décida de s'excuser auprès des tribunaux pour sa conduite durant le conflit, afin de pouvoir récupérer les fonds saisis par ceux-ci durant la grève. Cette décision fut le résultat d'une alliance entre « l'aile gauche » des régions d'Ecosse et du Pays de Galles et les « modérés » de l'exécutif. La nouvelle majorité du Comité exécutif national (NEC) du NUM représente une victoire des pressions qu'ont exercées Kinnock et les dirigeants du TUC sur le syndicat. La signification que pourra avoir à long terme cette nouvelle alliance n'est pas encore claire. Lors d'une conférence extraordinaire rassemblant des délégués de la base, qui s'est tenue à Londres le 28 octobre, le lendemain de la réunion du NEC, le syndicat décida d'appeler à une manifestation devant le Parlement pour exiger la réintégration des 615 mineurs qui sont toujours licenciés.

Mais le manque de détermination qu'ont montré les dirigeants régionaux, qui siègent au NEC, s'est aussi traduit par une incapacité à s'opposer sur le terrain aux fermetures de puits. Alors qu'un certain nombre de puits ont accepté la fermeture depuis la fin de la grève, en particulier Cortonwood d'où la grève nationale partit en mars 1984, d'autres résistent. St John's dans le Pays de Galles du Sud, Tilmanstone dans le Kent, Bates dans le Northumberland, Horden dans le comté de Durham, Darfield Main dans le Yorkshire et Bold dans le Lancashire font partie des puits qui ont pour l'instant refusé le mélange de menaces et d'incitations que constitue la politique du NCB et qui ont entamé pour leur puits une procédure d'appel.

Certes, la bataille pour organiser l'action nécessaire pour empêcher la fermeture des puits après la défaite de la grève s'annonce difficile. Mais elle peut être menée. A la mine de Bold par exemple, un comité d'action regroupant des représentants de tous les syndicats concernés par le puits, a été créé pour se battre contre la fermeture. Des rassemblements publics sont prévus avec des orateurs de la direction du syndicat national et du Parti travailliste. L'économiste Andrew Glyn a préparé un dossier qui expose le coût social de la fermeture du puits de St John's ; une étude similaire sera réalisée pour la mine de Bold. Mais face aux passages à l'UDM dans le Lancashire, comme celles qui ont eu lieu à Agcroft et face à la faiblesse de réaction de la direction régionale, une coordination au niveau régional et national est déjà devenue nécessaire. Des représentants du puits de Bold se sont rendus dans d'autres puits menacés de fermeture. Et un journal publié par des militants de base du NUM, le *Mineur du Lancashire* a pu



Arthur Scargill. (DR)

organiser autour de lui des mineurs de Bold et d'autres puits de la région. Ce journal a fait campagne sur le double thème de l'unité et de l'amnistie : l'unité contre toute tentative d'implantation de l'UDM dans le Lancashire et l'amnistie pour les mineurs emprisonnés et pour ceux qui ont été licenciés, comme Denis Pennington, le rédacteur en chef du *Mineur du Lancashire*. Le journal réunit environ 25 à 30 militants lors de ses réunions mensuelles ainsi que des représentantes du groupe des Femmes contre les fermetures des mines, toujours actif.

Le lancement de la campagne pour l'amnistie des mineurs par le *Campaign Group*, un regroupement de députés travaillistes de gauche soutenu par le NUM, constitue un autre centre national pour la résistance. Le *Campaign Group* rassemble 40 députés, y compris Tony Benn, qui a quitté le courant de la gauche traditionnelle autour du journal *Tribune* suite au soutien total accordé par celui-ci à la direction de Kinnock. A quelques rares exceptions près, le *Campaign Group* a été du côté du NUM lors des sévères affrontements qui ont eu lieu entre Kinnock et Scargill. Les députés de ce groupe ont déposé un projet de loi d'amnistie pour tous les mineurs licenciés. Mais leur



Kinnock aux côtés de Margaret Thatcher, le 11 novembre 1983. (DR)

contestation de la direction Kinnock s'étend à d'autres sujets et inclut la publication de déclarations appelant au retrait des troupes britanniques d'Irlande ou touchant les droits démocratiques ou la la politique économique et sociale.

## L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE

Les conséquences politiques de la grève des mineurs sont aujourd'hui plus claires. La défaite des mineurs n'a pas été pour autant une victoire du gouvernement. Au contraire, depuis le début de 1985, le gouvernement Thatcher a été en crise rampante et sa popularité s'effiloche. Les inquiétudes de la bourgeoisie sur l'état de l'économie ont été exprimées à l'occasion d'un rapport profondément pessimiste de la Chambre des Lords, la deuxième chambre du Parlement, qui a prédit un déclin rapide de l'économie britannique après l'épuisement des réserves pétrolières de Grande Bretagne si des mesures immédiates n'étaient pas prises pour relancer l'économie et reconstruire les capacités de production industrielle. Les conséquences politiques du fort taux de chômage ont aussi amené beaucoup de députés conservateurs à s'interroger sur la possibilité de remporter les prochaines élections législatives sous la direction de Thatcher. Mais en dépit de tous les grondements à l'intérieur du parti aucune direction alternative à celle de Thatcher n'est encore sérieusement apparue. Il est d'ailleurs peu probable que celle-ci apparaisse avant les élections. Dans ces conditions, c'est l'Alliance du Parti social-démocrate (SDP) et des Libéraux qui, parmi les partis bourgeois, marque des points. La plupart des estimations faites à partir de sondages d'opinion placent maintenant l'Alliance en position de tenir le balancier du pouvoir aux prochaines élections législatives.

Au sein du mouvement ouvrier, il ne fait guère de doute que la défaite des mi-

neurs a eu un effet d'intimidation sur les autres groupes de travailleurs. En particulier, les cheminots, dont on attendait la riposte au plan de rationalisation de Thatcher, ont rejeté, en août 1985, à une faible majorité il est vrai, un appel à la grève. Cependant, ce n'est pas la droite du mouvement ouvrier qui a le plus profité de cette situation. Comme beaucoup de dirigeants de la droite syndicale et travailliste ont exprimé ouvertement leur désir de voir les conservateurs défaire le NUM et les ont soutenu activement dans cette tâche, cela n'a rien fait pour les rendre populaires auprès de nombreux travailleurs qui auront à affronter des attaques semblables dans le futur.

Mais de nombreux travailleurs pensent que le retour d'un gouvernement travailliste est le seul moyen de stopper les attaques des conservateurs et de réparer les méfaits des six années de gouvernement Thatcher. En conséquence, la direction Kinnock du parti s'est trouvée renforcée considérablement depuis la fin de la grève et a consolidé ses positions par ses attaques contre la gauche au dernier congrès du parti (cf *Inprecor* numéro 206 du 4 novembre 1985). Il est certain que les tentatives de Kinnock pour refaire du Parti travailliste un instrument suffisamment fiable pour gérer les affaires du Capital ont connu quelques progrès, attirant à lui des anciens partisans de la « gauche dure », tel Ken Livingstone, le dirigeant de la majorité travailliste du Grand Londres. En conséquence, la « gauche dure » travailliste et syndicale a vu sans aucun doute ses effectifs se réduire.

La gauche n'a pas été aidée non plus par la débâcle organisée par le groupe *Militant* qui dirige la bataille de la municipalité travailliste de Liverpool contre le gouvernement autour de la question des réductions des budgets des services sociaux. Les dirigeants du *Militant* ont fait le jeu des bureaucrates syndicaux en licenciant temporairement pour des raisons « tac-

tiques » 30 000 travailleurs employés par la municipalité.

D'autre part la gauche a commencé à clarifier ses positions sur un certain nombre de questions qui seront essentielles au cours du débat sur la façon dont le Parti travailliste devrait aborder les prochaines élections législatives. Il y a une compréhension croissante de la nécessité de s'en prendre réellement aux plus grandes institutions financières si l'on veut s'attaquer vraiment au chômage. Le *Campaign Group* a publié une brochure d'Andrew Glyn intitulée « Un million d'emplois par an » qui propose de nationaliser immédiatement les banques et autres organismes financiers comme élément clef de la lutte contre le chômage, qui touche actuellement 4,5 millions de travailleurs.

Il est significatif également que les récentes émeutes noires dans les quartiers miséreux des grandes villes britanniques ont trouvé un écho dans des déclarations de personnalités noires de la gauche travailliste telles que Bernie Grant, le dirigeant travailliste de Tottenham, une commune de la banlieue Nord de Londres, où eurent lieu les affrontements les plus sérieux entre les jeunes et la police. Arthur Scargill également prit position sans ambiguïté lorsqu'il déclara au cours d'une récente manifestation du NUM à Barnsley : « *Les attaques brutales qu'ont subies nos camarades noirs de Handsworth et Tottenham sont de la même nature que celles qu'ont subies nos adhérents durant la grève* ».

Dans la mesure où le Parti communiste soutient maintenant la direction Kinnock à la fois par ses déclarations politiques et par ses activités dans les syndicats, c'est cette « gauche dure » du Parti travailliste qui représente la seule alternative crédible pour les travailleurs qui veulent riposter aux conservateurs. Elle représente une alternative non seulement à cause de sa taille et de son influence mais aussi à cause du radicalisme croissant de ses orientations politiques. Cela n'est pas un argument pour dire qu'il est impossible de construire une organisation révolutionnaire à l'extérieur du Parti travailliste. Le Parti socialiste des travailleurs (SWP) de Grande Bretagne a réussi à maintenir le gros de ses effectifs durant la période du gouvernement Thatcher, tout en faisant preuve d'une attitude méfiante, voire sectaire, par rapport aux développements décisifs au sein du Parti travailliste.

Le problème qui se pose aux marxistes révolutionnaires aujourd'hui est de savoir comment se lier à la gauche du Parti travailliste et la renforcer politiquement et organisationnellement. Car cette gauche, malgré des défections et un certain affaiblissement constitue la première ébauche d'un courant lutte de classe dans le mouvement ouvrier britannique. La défaite des mineurs n'a pas modifié cette tâche mais au contraire en a souligné l'urgence. ■

Steve ROBERTS,  
10 novembre 1985.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### AMERIQUE LATINE

#### Réunion des directions des sections latino-américaines de la IVe Internationale

La troisième rencontre depuis 1983 des bureaux politiques des sections latino-américaines de la IVe Internationale s'est tenue au mois de septembre dernier, avec la participation des sections du Mexique, de Colombie, d'Equateur, de Bolivie, du Pérou, du Chili, du Brésil, d'Uruguay et des Antilles, ainsi qu'une délégation du Secrétariat unifié.

A l'ordre du jour de la réunion figuraient aussi bien des questions concernant l'ensemble des pays de la région que des discussions sur l'évolution politique et la construction des sections dans certains pays particuliers.

Ainsi, le premier rapport portait sur l'approfondissement de la crise économique dans l'année écoulée, ses effets sociaux, les réponses et initiatives face au problème de la dette extérieure, après les conférences qui se sont tenues à La Havane en juin et juillet derniers. Les sections latino-américaines de la IVe Internationale ont adopté à ce sujet une déclaration commune et se sont engagées à participer activement à la journée continentale de protestation syndicale face à la dette et à l'austérité qui a eu lieu le 23 octobre (cf *Inprecor* numéro 204 du 7 octobre 1985).

Les participants ont également discuté deux rapports, l'un présenté par le camarade Margarito Montes du Mexique concernant l'évolution du mouvement paysan sur le continent et ses relations avec le mouvement ouvrier, l'autre portant sur les transformations de la situation sociale des femmes et de leurs formes de lutte sous l'effet de la crise économique. Ce dernier rapport a été présenté par les camarades mexicaines, brésiliennes, uruguayennes et colombiennes. Il fera l'objet d'une contribution écrite préparatoire à la réunion du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale qui se tiendra en 1986.

Enfin, les délégués ont débattu de la situation en Amérique centrale, de l'escalade de l'agression impérialiste, de la mise en œuvre de ses plans au Costa Rica et au Honduras, et de la situation intérieure au Nicaragua.

En ce qui concerne la construction des sections et leurs projets de développement, les travaux se sont portés sur les cas de l'Uruguay, du Brésil, de la Colombie, de la Bolivie, et surtout du Mexique après le résultat des élections de juillet 1985 et la victoire qu'y ont rem-

porté les camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (cf *Inprecor* numéro 206 du 4 novembre 1985). Dans ce cadre, ils ont pris connaissance d'un document de rupture avec la section colombienne et la IVe Internationale publié en juin dernier par d'anciens dirigeants du Parti socialiste révolutionnaire, dont Socorro Ramirez et Ricardo Sanchez. Le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale a adopté une déclaration et une réponse à ce sujet lors de sa réunion de septembre dernier dans laquelle il « condamne cette initiative de scission comme l'aboutissement d'une rupture avec le programme de l'Internationale et d'une pratique de plus en plus étrangère à la construction d'un parti d'avant-garde militant se revendiquant de l'héritage léniniste ». Dans sa prise de position « le SU affirme son total soutien et sa solidarité avec le PSR, section colombienne de la IVe Internationale ».

Enfin, les participants à la réunion des bureaux politiques latino-américains ont abordé une série de questions organisationnelles concernant la formation des cadres politiques, la diffusion des revues *Inprecor Cône Sud* et *Panorama*, ainsi que la poursuite de la collaboration entre les sections latino-américaines. ■

### AFRIQUE DU SUD

#### Répression policière renforcée

Le 26 octobre, la police sud-africaine a annoncé une nouvelle série de mesures répressives affectant les régions du Cap occidental et de Boland. Ces mesures sont essentiellement de deux types. Tout d'abord, pour une centaine d'organisations du mouvement contre l'apartheid, il est interdit d'organiser des réunions dans une série de zones réservées aux Noirs, Métis et Indiens. Deuxièmement, des mesures sévères ont été adoptées afin de combattre le boycott scolaire dans les townships noirs et métis.

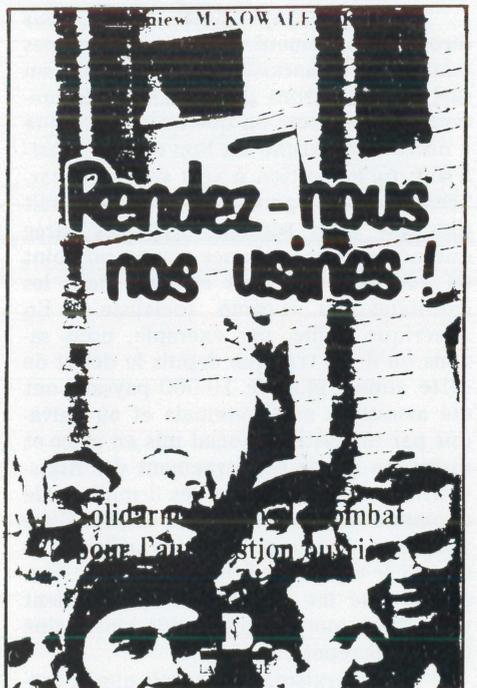
L'interdiction de réunion touche presque toutes les zones noires, métisses et indiennes dans les régions concernées. Elle s'applique à la quasi-totalité des organisations affiliées aux deux principaux regroupements anti-apartheid, le Front démocratique uni (UDF) et le Forum national (NF). Citons parmi elles l'UDF lui-même, le Comité du Forum national, la Ligue d'action du Cap, l'Union nationale des étudiants sud-africains (NUSAS), l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), la Fédération des femmes sud-africaines, le Comité pour la libération de Mandela, le Syndicat des enseignants du Cap occi-

dental (WECTU), le Nouveau mouvement pour l'unité (NUM) et les comités d'action étudiante d'Athlone et de Boland.

En ce qui concerne les mesures contre le boycott scolaire, elles ont pour effet de contraindre les écoliers d'être soit à l'école soit de rester chez eux, et de leur interdire d'être dans la rue. Une fois à l'école, ils doivent rester dans leurs salles de classe, sauf aux heures précises du changement de salle. Toute l'activité à l'école qui ne fait pas partie du programme scolaire et n'est pas surveillée par un enseignant est interdite.

A ces mesures, il faut en ajouter d'autres, de portée plus limitée. Par exemple, dans les zones noires et métisses de Paarl et Worcester, il est interdit de posséder de l'essence, sauf dans le réservoir de sa voiture, ou de siphonner de l'essence d'un réservoir de voiture dans n'importe quel autre récipient. En plus, personne n'a le droit, sauf les résidents, d'entrer dans les townships de Mbekweni et de Zweletemba, sans autorisation écrite des forces de sécurité.

Cette vague de répression, qui touche l'une des régions parmi les plus combattives dans la lutte contre l'apartheid, constitue une tentative d'affaiblir tout le mouvement contre le régime de Pretoria. Raison de plus de renforcer notre travail de solidarité avec ceux qui se battent contre le système d'apartheid. ■



Les éditions PEC publient le livre de Zbigniew Kowalewski (ex-dirigeant de Solidarité à Lodz), intitulé *Rendez-nous nos usines! Solidarité dans le combat pour l'autogestion ouvrière*.

Pour toute commande, écrivez à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. 221 pages, 75 francs.

## Parution d'un "Inprekor" en tchèque

**L**E premier numéro d'*Inprekor* en tchèque est paru il y a quelques mois. Cette revue d'information et d'analyse, publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, est destinée à être diffusée en Tchécoslovaquie. Nous publions ci-dessous quelques extraits de l'éditorial du premier numéro de cette revue.

Rédaction d'« INPREKOR » tchèque

Dans les pays du socialisme « réel », ceux qui écrivent sur le marxisme sont dans leur écrasante majorité payés pour ça et leurs écrits sont publiés — bon marché — à des millions d'exemplaires. (...) Le travail inlassable de cette armée de fonctionnaires du « marxisme-léninisme », relayée à l'occasion par l'armée tout court, a porté des fruits incontestables en Tchécoslovaquie et en Pologne (et en URSS donc !): aujourd'hui, ceux qui croient que le marxisme (pour ne rien dire du léninisme) est un moyen d'émancipation pour l'humanité, ou même un outil d'analyse valable, se comptent sur les doigts de la main. En bref, le « socialisme réel » est de loin la meilleure arme contre le socialisme tout court, ceci à l'Est comme à l'Ouest.

Quitte à effrayer notre lecteur, nous dirons brutalement que nous sommes quand même marxistes et socialistes. Bien sûr, nous n'aurons pas la naïveté de prétendre convaincre en quelques lignes que « notre » marxisme est bon et utile, c'est-à-dire qu'il n'a rien à voir avec le « marxisme réel ». A première vue, on pourrait dire que nous sommes marxistes parce que nous avons la chance d'avoir un point de vue qui n'est pas enfermé dans les frontières du « camp socialiste ». En Amérique latine, par exemple, nous savons qu'il est vrai que depuis le début de cette année, plus de 10 000 paysans ont été assassinés au Guatemala et au Salvador par un système social mis en place et maintenu par le gouvernement des Etats-Unis. En France, le cap des 3 millions de chômeurs sera atteint cette année. C'est vrai, bien que la propagande officielle le dise et le répète en Tchécoslovaquie. Aussi vrai que les crimes de Staline étaient vrais, bien que la propagande américaine l'ait dit et répété.

Etre marxiste, c'est savoir que la cause de ces maux ne réside pas dans l'insuffisance de la démocratie ou dans l'application d'une politique erronée (d'ailleurs, en Europe, les sociaux-démocrates ne font guère mieux que les conservateurs); c'est savoir qu'elle réside dans l'existence d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Mais si le mar-

xisme se réduisait à cela en 1985, il serait bien proche du marxisme « réel », qui raconte que la suppression de la propriété privée des usines et des banques est la condition nécessaire et suffisante pour émanciper la société. Comme si l'expérience n'avait pas amplement démontré que cette seule suppression pouvait, sous bien des aspects, accoucher d'une société où l'oppression serait pire que sous le capitalisme. La suppression de la propriété privée des moyens de production est nécessaire mais non suffisante. (...)

Que voulons-nous faire avec cette revue? *Inprekor* est une version tchèque d'une revue de la IVe Internationale qui paraît déjà en anglais, en espagnol, en

français, en allemand, en portugais et en polonais. Le but de cette revue est de donner à des lecteurs vivant sous des régimes totalement différents une vision un tant soit peu globale des principaux événements du monde, c'est-à-dire une vision qui essaye d'intégrer à la fois la condition du mineur anglais et du mineur roumain, celle de l'ouvrier polonais et celle du paysan pauvre d'Amérique centrale. Cette vision, difficile à atteindre, nous semble être la condition d'une pensée et d'une action non subordonnées aux intérêts d'un bloc ou de l'autre. En effet, les systèmes en place dans le monde se conditionnent réciproquement, essayent d'enfermer le monde dans le « réalisme géopolitique » et tentent de réduire l'histoire actuelle du monde à la lutte du « camp socialiste » contre le « camp impérialiste ». Cette conception qui, finalement, est celle de Moscou comme celle de Washington, est aussi largement populaire. Mais, d'un côté comme de l'autre, elle ne vise qu'à la résignation, ou, en d'autres termes, au maintien des ordres et des pouvoirs en place.

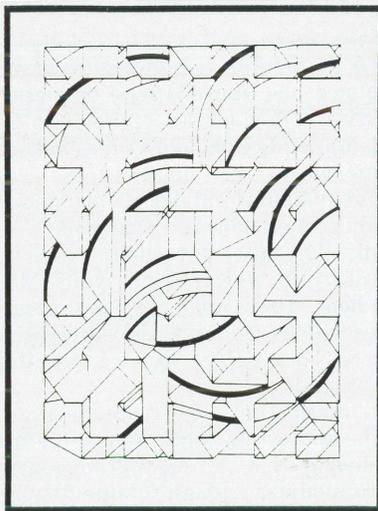
Sur le plan des idées, c'est l'une des plus conservatrices: d'un côté, à quoi bon lutter contre le capitalisme si l'on est menacé par le « socialisme réel »? Et, de l'autre, était-il vrai que le printemps de Prague ou bien Solidarité faisaient le lit du retour du capitalisme? Cette fausse vision des choses condamne ceux qui luttent contre la dictature stalinienne à l'Est à accepter l'impérialisme américain comme étant globalement positif, à accepter (à nier dans le meilleur des cas, à excuser dans le pire) ses crimes en Amérique latine, comme elle condamne bien des révolutionnaires latino-américains à ignorer ou à approuver les répressions anti-ouvrières dudit « camp socialiste ». (...)

Dans *Inprekor* en langue espagnole nous expliquons entre autres la vérité sur Solidarité, comme dans *Inprekor* en polonais nous disons ce qui se passe en Amérique centrale. Cette situation n'est pas toujours la plus confortable, mais elle est à la fois notre force et notre raison d'être: nous sommes partie prenante des luttes contre les dictatures à l'Est comme à l'Ouest.

Le lecteur jugera sur pièce *Inprekor* en tchèque. Si nous le convainçons que bien que marxistes (et même léninistes) nous sommes honnêtes et apportons quelque chose d'intéressant, nous aurons partiellement atteint notre but. S'il se convainc que ce n'est pas *bien que* mais *parce que* nous sommes marxistes et internationalistes que nous pouvons jouer ce rôle, alors nous pourrions dire que notre « plan » aura été rempli à 115 %.

Nous avons beaucoup de choses à dire, notre histoire et notre existence internationale actuelle nous le permettent. Mais nous avons aussi beaucoup à apprendre: comme toujours dans la vie réelle, ce qui se passe est infiniment plus compliqué et plus riche que ce que les meilleurs esprits pouvaient prévoir. *Inprekor* sera donc largement ouvert à tous ceux qui, en Tchécoslovaquie, sont et seront intéressés à débattre avec nous.

**INPRECOR**  
INTERCONTINENTAL PRESS



On peut se procurer la revue au prix unitaire de 20 francs (abonnement d'un an, 50 francs, et abonnement de soutien, 100 francs ou plus) en s'adressant à Inprekor-tchèque, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, et en libellant les chèques à l'ordre de PEC.